TROISIEME ANNEE. — N° 35. 24 AOUT 1922.

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142 Rue Montmartre, Paris Hebdomadaire *Le Numéro : 50 centimes*

SOMMAIRE

Le Redressement du Parti (*Boris Souvarine*). — La Condamnation du Parti S. R. (*R. Albert*). — L'Internationale et le Parti Français : Troisième discours de *Léon Trotsky* ; Troisième discours de *Boris Souvarine*.

La Contre-Révolution Russe d'après ses propres documents : le rôle de Youdénitch (*Victor Serge*). — L'Unité de Front en pratique (*L. Révo*). — La Fin d'un Socialiste : Le Dernier Livre de Kautsky (*E. Ludwig*).

Le Redressement du Parti

La Fédération de la Seine a prouvé, par la dernière session de son Congrès, qu'elle veut reprendre sa place à la tête du Parti. Elle se dégage des influences néfastes qu'elle a subies une année durant. Elle répudie à une majorité considérable le fédéralisme réglementé, donnant l'exemple au Parti qui répudiera bientôt le fédéralisme de fait.

Le Parti et la Fédération de la Seine ont traversé une crise qui s'est fait sentir sur leurs effectifs et leur activité. Le mal est aujourd'hui évident ; il réside dans l'individualisme, le localisme, le nationalisme, et tous les particularismes qui contredisent l'esprit et l'intérêt collectifs du parti révolutionnaire du prolétariat.

L'expérience accomplie depuis le Congrès de Tours, autant que les critiques de la gauche du Parti et de l'Internationale elle-même, a révélé à l'ensemble de nos adhérents la nécessité de la discipline et de la direction, c'est-à-dire du « centralisme démocratique », et leur a fait apprécier la valeur des principes d'organisation de l'Internationale Communiste. Tous les communistes sérieux comprennent maintenant qu'il est impossible d'admettre l'autonomie de chaque communiste dans la section ou dans le syndicat, l'autonomie de la section dans la fédération, de la fédération dans le Parti, l'autonomie de la section nationale dans l'Internationale, l'autonomie des journaux et de leurs rédacteurs, l'autonomie de la Commission des Conflits, bref toutes ces autonomies dont la somme ne fait que désordre dans le travail intérieur et débandade dans l'action.

La grande majorité du Parti comprend que la cohésion, la discipline, la centralisation, la direction, ne sont pas des inventions de quelques camarades nés autoritaires, aspirant à commander, rêvant de domination et de dictature, — comme font semblant de le croire quelques agités, — mais des nécessités révolutionnaires. On peut méconnaître un temps ces nécessités : elles s'imposent irrésistiblement par l'expérience, et qui s'obstine à les contester démontre son inaptitude à s'assimiler des notions élémentaires essentielles de la lutte révolutionnaire.

Le Congrès de la Seine n'a pas été seulement un événement heureux pour le communisme français du fait d'un grand ralliement aux conceptions d'organisation de l'Internationale. Son importance consiste encore dans l'union démonstrative du centre du Parti avec la gauche, démonstration dont Frossard a été l'interprète. Le discours de Frossard soutenant le point de vue de l'Internationale et de la gauche est un acte décisif. Nous le considérons comme le premier d'une série, que le Parti et l'Internationale espèrent. L'union du centre et de la gauche doit se faire ainsi, à la tribune de nos assemblées et de nos journaux, en public.

L'opinion de la gauche sur la crise du Parti a été plusieurs fois exprimée avec clarté et trouve sa confirmation dans le développement même de cette crise. Nous avons critiqué la Direction du Parti, qui délaissait sa tâche de direction. Nous avons critiqué l'organisation du Parti, qui le désorganisait. Nous avons critiqué diverses déviations idéologiques, qui le rendaient incapable d'action. En toutes circonstances, nous nous sommes heurtés au centre dont la tendance au moindre effort

conduisait à la solidarisation des éléments anti-communistes avec les dirigeants du Parti. Là est la cause déterminante de la crise.

L'Exécutif de l'Internationale, composé essentiellement d'hommes ayant une profonde connaissance du mouvement ouvrier et une grande expérience politique, discerna très vite la raison principale de l'état de choses présent dans notre Parti. Il déclara que la coalition du centre avec la droite et autres « extrêmes-gauches » serait la perte du Parti, que l'union du centre avec la gauche est son salut. Il préconisa la rupture immédiate du centre avec la droite, et la formation du bloc de la gauche avec le centre, sur la base des résolutions de l'Internationale.

La gauche souscrivit avec empressement à cette proposition, non parce que l'Exécutif avait parlé, mais parce que l'Exécutif avait raison. Elle s'est montrée toujours prête, non en paroles mais en fait, à réaliser cette union salutaire qui délivrera le Parti de ses conflits épuisants et lui rendra sa force d'impulsion. Le consentement du centre, seul, a longtemps fait défaut, de ce centre qui souvent ne manque pas de bonne volonté mais qui sait rarement faire preuve de volonté. Le discours de Frossard devant la Fédération de la Seine rompt le silence « officiel » et constitue un premier pas vers l'union souhaitée par l'Internationale et voulue de la gauche. On peut dire maintenant que la formation d'un vrai parti communiste est en bonne voie.

Non pas que toute difficulté soit désormais aplanie : le Congrès de la Seine n'a pas permis la clarification définitive des divers courants du Parti. Les éléments hostiles aux principales conceptions de l'Internationale entretiennent encore une certaine confusion en se partageant leur besogne de dénigrement (qu'il ne faut pas confondre avec la critique) : les uns rejoignent la grande majorité en votant les statuts proposés par la gauche et les autres se rangent dans l'opposition, cependant que ceux-ci s'abstiennent de critiquer les statuts internationaux, qu'ils abandonnent aux soins des premiers. C'est là un chassé-croisé qui en dit long sur le désarroi de camarades qui ont fait beaucoup de mal à leur Parti en peu de temps et qui voient chaque jour la confiance du Parti se détourner d'eux.

Le Parti peut se tromper, laisser surprendre sa bonne foi par une poignée d'audacieux qui savent mettre certaines circonstances à profit. Il peut faire preuve d'ingratitude envers des hommes qui dépensent toutes leurs forces à le servir. Mais il prend tôt ou tard conscience des vérités qui lui ont un moment échappé et il pardonne alors difficilement à ceux qui l'ont égaré. Il sait reconnaître le travail sérieux, le dévouement et la clairvoyance ; il sait discerner la turbulence, les vociférations et la stérilité. C'est ainsi que la Fédération de la Seine renvoie à leurs études ses éphémères dirigeants dits, on ne saura jamais pourquoi, d'extrême-gauche, et approuve les vues de la gauche que l'expérience a démontrées justes.

L'évolution intérieure de la Fédération de la Seine est celle des principales fédérations du Parti et du Parti lui-même. Tout camarade bien renseigné sur la vie de notre Parti sait quel revirement se manifeste dans les principaux centres. Les conceptions de l'Internationale gagnent rapidement des adeptes, et elles s'imposent par leur valeur, non par discipline. Le prochain Congrès national sera un nouveau Congrès d'adhésion à l'Internationale Communiste, un nouveau Congrès de Tours, cette fois pleinement conscient des engagements contractés et des respensabilités qu'il assume.

Boris SOUVARINE.

Lire dans le prochain numéro :

Quatrième discours de Trotsky

(Séance du 8 juin)

Un conflit entre le Parti français et l'Internationale. — Les responsables. — Encore l'exclusion de Fabre. — La mouche et les éléphants de Rappoport. — Le travail de Verfeuil. — Rappoport et le centre. — Les paysans et la Révolution prolétarienne. — La doctrine du Parti S. R. dans le Parti français. — Les informations de l'Internationale. — Toujours des calomnies contre l'Exécutif. — La carence de l'Humanité. — Les leçons de Verfeuil. — Le front unique en France. — Le rôle politique des dissidents. — Les ouvriers français trompés. — Renoult et la discipline. — Une résolution de la Fédération de la Seine. — Une organisation bizarre. — République Fédérative et centralisme démocratique. — Le soi-disant néo-réformisme et le verbalisme révolutionnaire. — Un remarquable article de Treint. — Eloquents enseignements de la Révolution russe. — Les communistes dans les syndicats. — La tradition jaurésiste et nous. — Le Congrès de Saint-Etienne. — Bloc des gauches et bloc ouvrier. — Front unique et gouvernement prolétarien. — Pour le redressement du Parti français. — Les conditions de la disparition des fractions. — Pour liquider la crise.

Cinquième discours de Trotsky

(Séance du 10 juin)

Assez expliqué la situation : il est temps de la changer. — Le passé historique du prolétariat français. — Où sont les pessimistes ? — Les paysans et le Parti ouvrier. — L'erreur démocratique de Renaud Jean. — Le manque d'hommes. — La mission des ouvriers. — Une violente sortie de Cartier. — La discipline communiste dans les syndicats. — L'opinion de la masse et celle des bureaucrates. — La Fédération de la Seine. — Extrême-gauche et extrême-droite. — Des décisions, une application.

La condamnation du Parti S. R.

Le verdict du procès de Moscou est connu. Quatorze des principaux accusés, quatorze des chefs de la contre-révolution « socialiste » en Russie sont condamnés à mort, mais une décision de l'Exécutif panrusse des Soviets spécifie que la peine ne sera appliquée que si leur parti continue, par le soulèvement des moujiks, par l'espionnage, par l'attentat qu'on désavoue, par la calomnie et l'empoisonnement des consciences, sa politique d'assassinat envers la Russie des Soviets.

L'Homme-au-Couteau-entre-les-dents donne une forte leçon à beaucoup de gens.

Au cours des dernières audiences du procès, Timofeiev, Gotz, Donskoï, auxquels on ne peut nier un courage personnel digne d'une meilleure cause, avaient pris la parole pour s'affirmer irréductiblement ennemis de la révolution ouvrière et décidés, comme leur parti tout entier, à continuer contre elle la lutte par tous les moyens. Ils avaient parlé à peu près comme en 1917, au temps où le bolchevik était le traître vendu à l'Allemagne, sur qui bavait la bourgeoisie mondiale et qu'on allait dans quelques jours abattre comme un chien, — oh ! sans procès, sans plaidoiries ni réquisitoires et surtout sans intervention humanitaire de M. Vandervelde...

« Nous demeurons sur nos positions anciennes, nous sommes vos ennemis mortels et nous continuerons ! » Ainsi peuvent se résumer, lapidairement, les discours des chefs socialistes-révolutionnaires au Tribunal révolutionnaire. Pose devant l'histoire, sincérité de contre-révolutionnaire ? Peu importe. La circonstance était sérieuse. Continuer, ils le peuvent. Toutes les puissances capitalistes convoitent les pétroles et les minerais russes avec assez d'âpreté, détestent l'Etat révolutionnaire avec assez de haine froide et concentrée, pour que la guerre, l'intervention masquée ou avouée en Russie, restent possibles. Trop de paysans russes souffrent et ne comprennent pas leur souffrance et peuvent être excités contre le prolétariat des villes pour que les soulèvements dans les campagnes soient devenus impossibles. Trop de petite bourgeoisie, trop d'intellectuels fielleux, trop de bureaucratie encombrent encore les administrations soviétistes et pullulent dans les grandes villes de la Russie rouge pour que la contre-révolution soit considérée comme morte. Les socialistes-révolutionnaires pourraient continuer. La lutte entre la révolution et le vieux monde durera encore peut-être de longues années, et pendant ces années les mêmes menaces ne cesseront pas de rester suspendues sur la première République communiste. La guerre sociale continue. Dans cette guerre sociale, les socialistes de contre-révolution n'ayant rien oublié, rien appris, nous disent qu'ils continuent eux aussi leur néfaste besogne.

Ils le clamaient avec une sorte d'exaspération devant les juges de Moscou. Fallait-il donc les fusiller ? Verser encore le sang ? et cette fois en réponse à un défi de vaincus, bien vaincus tout de même, faillis autant qu'on peut l'être ? Donner des martyrs à une cause perdue devant l'avenir ? Non, certes.

Les bannir ? Les lâcher ainsi qu'on a lâché Krasnov, Kornilov, Alexeieff en 1917, pour qu'ils ensanglantassent bientôt l'immense Russie ? Les bannir quand ils disent qu'ils vont continuer ?

Le Tribunal révolutionnaire n'a pas dû y songer longtemps. Le sort des individualités importe peu aux communistes qui ne considèrent que les forces sociales et l'intérêt suprême de la révolution. Il fallait, par le verdict, atteindre pratiquement, tout entier, le parti du socialisme de contre-révolution. Finir la guerre civile en lui disant clairement : « Si désormais elle reprend, ce sera ta faute, parti Caïn ! Le sang ne coule plus, mais il coulera si tu veux et ce sera d'abord le tien ». Suspendre la menace sur l'organisation contre-révolutionnaire en donnant ainsi à la Russie rouge une arme redoutable contre ceux qui, dans l'émigration, la sapent inlassablement ! Et c'est rigoureusement logique, si ce n'est point conforme à l'hypocrisie des principes humanitaires professés par les avocats de toutes les justices bourgeoises. Un tribunal révolutionnaire ne juge et ne condamne que pour défendre une classe. Son verdict doit être un coup porté à l'ennemi de classe. Un coup efficace, utile, dont la violence est uniquement proportionnée aux dangers encourus par notre cause. Dur verdict pour les hommes qu'il épargne, mais sur qui la mort reste suspendue ; verdict qui donne aux juges de Moscou l'avantage d'être ceux par qui la guerre civile finit.

Après quel procès ! Après qu'on ait vu des « socialistes », chefs de parti, hommes d'Etat, dire à des militants dont le dévouement ne reculait devant rien, en leur désignant d'autres socialistes authentiques ceux-là : « *Tuez-les, pourvu que ce soit sans nous compromettre !* »

Après qu'on ait vu les leaders socialistes-révolutionnaires renier obstinément les terroristes qu'ils ont fait agir ! Après qu'on les ait vus vivant aux crochets de toutes les missions de l'Entente, associés à tous les aventuriers réactionnaires, composant des ministères avec un Krasnov et avec un Koltchak, correspondant avec M. Pichon, siégeant avec M. Milioukov, complices, tour à tour, fourbes et ridicules, de tous les Galliffet malchanceux de la Commune russe !

Après qu'on ait appris au dernier moment que jusqu'aujourd'hui leur parti « socialiste » et « révolutionnaire » n'existe, par sa presse de Prague, de Berlin et de Paris, que grâce aux fonds secrets des gouvernements tchéco-slovaque et français !

Après un pareil débat, ce verdict est une leçon.

Une leçon aux socialistes anglais — à M. Henderson alors ministre — qui ont laissé fusiller l'Irlandais James Connolly, lequel n'avait pourtant pas fait contre leur bourgeoisie le millième de ce qu'un Gotz a fait contre le prolétariat russe. Une leçon à tous les socialistes du monde qui n'ont rien dit cette année, rien fait, quand on mitraillait les mineurs de Johannesburg, quand on fusillait Kingissep (sans une ombre de motif légal), quand on envoyait le député communiste Dombal aux travaux forcés pour une généreuse profession de foi. Une leçon aux réformistes et aux humanitaires de tout poil qui ont laissé pendre en Hongrie — c'est d'hier — Otto Korvin et ses amis.

Et la meilleure réponse à la provocation internationale du socialisme de contre-révolution, dont la campagne d'intimidation « pour sauver la vie des accusés de Moscou » ne pouvait, faite avec la mauvaise foi et la haine que l'on sait, qu'accroître chez des révolutionnaires marqués de l'empreinte de cinq années de guerre civile un désir de représailles terrible et légitime.

R. ALBERT.

L'Internationale et le Parti français

(*Extraits des Protocoles de l'Exécutif*)

Troisième discours de Trotsky

(*Séance du 19 Mai*)

Expliquer est bien, changer est mieux. — Le fatalisme de Sellier. — Encore le rapport « moral » de Pioch. — Hypocrisie de la courtoisie. — Méchanceté des prédicateurs d'amour. — L'Internationale d'accord avec la gauche. — Complaisance du centre pour la droite. — L'école syndicaliste en France. — Fautes gouvernementales et fautes de Parti. — Une image de Rappoport. — Arguments militaires et arguments marxistes. — Les bons exemples.

TROTSKY. — Nous avons entendu un discours très intéressant de Louis Sellier qui tend à expliquer l'état de choses actuel dans le Parti Communiste français.

Naturellement, il est utile et nécessaire d'expliquer l'évolution de la situation politique. Mais nous sommes un Parti révolutionnaire, et nous devons aussi changer cette situation.

Marx a dit une fois qu'il ne s'agit pas seulement d'interpréter le monde, mais *de le changer*. Cela s'applique en première ligne à notre Parti.

Il est juste de dire que le passé a déterminé le présent. On peut admettre qu'il y a eu peut-être des conflits, des froissements, des malentendus personnels, etc., etc., mais quoi qu'il en soit, la situation est telle qu'elle est.

Je n'ai malheureusement pas entendu dans le discours de Sellier, — et c'est la seule chose qui importe, — les moyens par lesquels il espère aboutir à un changement.

Le Fatalisme du C. D.

Il dit : « Par un travail sérieux. » Oui, mais il faut choisir la voie de ce travail. Or, Sellier aboutit à des conclusions que je pourrais appeler fatalistes.

Il dit : « Si la gauche prenait la direction du Parti, elle ne ferait pas autre chose que nous, les représentants du centre. »

Pourquoi ? Si vous dites cela, vous dites que la politique du Comité Directeur est tellement déterminée par la situation, que son attitude est le maximum de volonté et d'activité communistes, et que même les éléments les plus décidés dans la voie communiste, placés dans la situation de la Direction du Parti, ne pourraient que continuer ce que nous voyons maintenant. Non, je ne suis pas de cet avis.

Ce que nous reprochons au Comité Directeur, c'est sa passivité, son fatalisme, c'est, — comment pourrais-je dire, — le besoin intérieur qu'il éprouve de se tourner toujours en arrière pour voir les racines, les origines, les explications des défauts, des fautes, etc...

Il ne s'agit pas de cela !

Oui, il y a une évolution, mais dans cette évolution, il y a des crises. L'évolution ne se produit pas seulement par un travail moléculaire des forces intérieures du Parti, mais aussi par des crises, par des secousses dont les conséquences dépendent de l'attitude et de la volonté du Comité Directeur, qui doit dire : « Notre passé a été déterminé par telles ou telles causes ; maintenant, c'est l'heure de commencer un nouveau chapitre. » Et précisément, le moment est venu.

Il y a des heures où il dépend beaucoup de la volonté de trois, quatre, cinq membres du Parti de déterminer l'avenir de celui-ci pour des années. On peut dire que le fait que trois, ou quatre, ou cinq personnes peuvent beaucoup influencer le Parti au moment présent s'explique par le passé. On peut donner une explication marxiste excellente du fait qu'une personne, ou trois, ou cinq déterminent dans une grande mesure la destinée du Parti pour une certaine époque. Mais le fait est là : le prolétariat a besoin du Parti, le Parti s'est donné un programme, une organisation, un Comité Directeur. A un moment donné, quand la situation n'est pas stable, pas encore déterminée, quand il faut choisir entre deux ou trois voies, le Comité Directeur, les hommes placés à la tête du Parti ont une importance considérable. C'est justement le moment dans le Parti français.

Et je dis que de la manière dont le camarade Sellier, par exemple, se comportera demain en France dépend beaucoup le sort de notre Parti français, du prolétariat français.

Alors, il ne suffit pas d'expliquer, il faut une tactique, une attitude, une politique.

On dit : « Il y a aussi beaucoup de fautes de la gauche ; ce que vous voulez imputer au centre, ce sont des conséquences des fautes de l'aile gauche : par exemple, Pioch, c'est l'aile gauche qui l'a inventé et qui l'a placé dans une situation responsable. »

Peut-être, peut-être. Mais je prends la situation comme elle se présente aujourd'hui dans la Fédération de la Seine.

Les tendances du Parti

Voilà un document, Un document important : le « rapport moral » de Georges Pioch. Voici la proposition de la gauche, une résolution signée par des noms qui représentent quelque chose dans le mouvement. Enfin, la lettre de Frossard.

La camarade Leiciague nous dit : « Il ne faut pas prendre les choses trop mathématiquement : la droite, la gauche, le centre. » C'est juste, si l'on veut faire une analyse psychologique de la situation du Parti. Mais, pour le prolétariat, il faut une vue politique claire du Parti.

Naturellement il y a beaucoup de nuances différentes, mais si nous voulons les apprécier politiquement, ces nuances, ces tendances intermédiaires, il faut dire qu'il y a trois ou même quatre points autour desquels ces nuances, ces tendances se groupent. Pour l'instant, dans ce cas de Pioch, il y a un centre représenté par Frossard et une gauche représentée par ceux que j'ai nommés Il y a aussi une « extrême-gauche » dans la Seine, et une droite, représentée par Pioch. L' « extrême-gauche » démontre son insuffisance, son manque de programme en donnant la direction à Pioch.

Et qui patronne l' « extrême-gauche » et la droite ? Malheureusement, c'est Frossard qui écrit sa lettre dans un moment de crise politique, où il ne s'agit pas,

comme un camarade l'a dit, de laisser s'en aller Pioch d'une manière fâcheuse pour sa dignité, etc... Car personne ne demande qu'on insulte Pioch, il ne s'agit pas de cela. On ne demande pas qu'il soit exclu : qu'il reste comme rédacteur dans nos journaux..., pour la poésie, par exemple ! (*Rires.*) Ceci n'est pas une proposition formelle, je ne suis pas mandaté pour proposer un rédacteur et surtout dans le domaine de la poésie : mais je dis qu'on peut très bien l'employer ainsi, comme poète et littérateur. Mais il s'agit d'autre chose : comment se peut-il que Pioch occupe le poste de secrétaire de la Fédération de la Seine ?

(*Interruption*). — Il est démissionnaire.

TROTSKY. — Oui, il est démissionnaire, parce que les éléments de la gauche l'ont attaqué. Et à ce moment, Frossard a semé une certaine confusion. Il n'a pas dit : « Oui, vous faites très bien, vous, camarades de la gauche, qui dites : Pioch n'est pas fait pour représenter le Parti, n'est pas qualifié pour un poste responsable. » On aurait pu dire, si l'on en éprouvait le besoin, que Pioch a ses mérites. Mais ce n'est pas de courtoisie qu'il s'agit. Quand nous avons polémisé contre Jean Longuet, nous lui avons, entre autres, reproché de remplacer la politique par la courtoisie, — et c'est bien la manière de Longuet et de beaucoup d'autres en France.

La courtoisie et l'amour

La courtoisie en France, c'est une grande force politique. Chez les bourgeois, la courtoisie est une manière d'envelopper les éléments révolutionnaires qui sortent de la masse. On les entoure, on leur apprend à respecter les formes de la politesse, à ne pas exprimer trop brutalement leurs idées. Il y a une atmosphère spéciale de courtoisie au Parlement, etc. Nous avons vu beaucoup d'éléments ouvriers qui sont entrés au Parlement pour représenter la douleur, la haine de la classe ouvrière contre les oppresseurs : mais grâce à la courtoisie, créée au cours des siècles, ils ont été enveloppés, on pourrait dire politiquement paralysés.

Je ne veux pas proposer la brutalité obligatoire dans les relations entre camarades. Ainsi, nous avons, avec le consentement du camarade Boukharine, atténué quelques expressions d'un texte rédigé par lui (*Rires*) et qui avaient paru trop brutales, mais tout cela sur un fond politique, sur un fond de principes.

Or, je ne vois pas ce fond dans l'attitude du camarade Frossard.

Nous sommes devant une lutte. L' « extrême-gauche » dit : « Pioch nous représente. » Or, les ouvriers français ne doivent rien comprendre au fait qu'une « extrême-gauche » est représentée par Pioch. Cela démontre pour nous et les autres marxistes que l' « extrême-gauche » est dans une confusion absolue.

Il y a la gauche qui représente en l'occurrence la tendance de l'Internationale, qui la représente d'une manière excellente. Sa circulaire est signée par des noms qui prennent ainsi une certaine responsabilité devant le Parti, qui disent ce qu'ils pensent, et ce qu'ils pensent est tout à fait juste, selon moi. Il y a Pioch qui fait son rapport moral, — il l'appelle lui-même un rapport moral dans le vrai sens du mot, — et qui prêche l'amour tout en grinçant des dents contre l'aile gauche et en insinuant beaucoup de choses tout à fait venimeuses contre l'aile gauche. (*Rires.*) Je dois dire que les prédicateurs de morale et d'amour ont toujours cette manière. (*Rires.*)

L'opinion de l'Internationale

Et ce qui s'est passé dans la Fédération de la Seine présente un tableau tout à fait symbolique ! Et je vous dis : Que demandez-vous à l'Internationale ? Doit-elle soutenir de son autorité Pioch et l' « extrême-gauche » ? Non. L'aile gauche ? Oui.

Et, camarade Frossard, dites toute votre pensée. Vous dites que Pioch est un bon orateur. C'est excellent. Qu'il a rendu des services. Bien. Mais sa politique, est-ce que vous la louez ou la blâmez, est-ce que vous la proposez ou la condamnez ? C'est la seule question qui vaille. Notre camarade...

SELLIER. — Il dira non, camarade Trotsky, il n'approuve pas la politique de Pioch.

TROTSKY. — C'est bien ce que nous voulons ! Par notre lettre, nous voulons l'inviter enfin à le dire. Car jusqu'à présent, il se tait, comme notre camarade Rappoport qui s'abstient d'assister à la séance. Voilà le malheur ! Mais je vous promets que nous ferons également quelques efforts pour inviter aussi Rappoport à se prononcer... (*Rires.*)

On nous dit : « Mais Pioch a fait un bon discours dans une réunion de femmes, il ne dit pas seulement des bêtises, mais aussi des choses excellentes. - Mais d'un certain point de vue, c'est là le danger. Parce que s'il ne disait que des bêtises, Pioch, il n'y aurait pas de possibilité de lui confier un poste. Mais il s'empare de quelques formules excellentes, il est éloquent, il parle dans beaucoup de réunions, il a le drapeau du Parti au-dessus de lui. Les ouvriers, les ouvrières s'habituent à le considérer comme le représentant d'un Parti qui fait des choses excellentes, qui les éclaire sur la révolution sociale. Et au moment où il faut se prononcer sur des questions de vie ou de mort, il utilisera son autorité pour égarer les ouvriers.

S'il faisait des critiques littéraires, alors il ne pourrait pas avoir d'autorité politique et le danger n'existerait pas, Pioch serait inoffensif. Mais le fait qu'il occupe un poste est grave, même s'il est déterminé par le passé, peut-être même par la faute de l'aile gauche, comme on l'affirme. L'essentiel est qu'aujourd'hui l'aile gauche l'attaque et que le centre le défend. Voilà ce qui caractérise la situation politique.

« On nous attaque, — dit-on, — nous nous défendons. C'est par cette manière de nous attaquer qu'on pousse beaucoup d'éléments à prendre une position hostile à l'Internationale Communiste. »

Je n'ai pas l'impression, — naturellement je ne lis pas tout ce qu'on écrit en France, — mais je n'ai pas l'impression qu'on vous attaque et que vous ne faites que vous défendre ! Je n'ai pas du tout cette impression !

Le rôle du Centre

Le centre du Parti a l'*Humanité* entre ses mains et l'*Internationale*. Et pénétrer avec sa pensée dans les colonnes de l'*Humanité*, même pour l'Internationale Communiste, est une chose très difficile.

(*Interruption*). — SELLIER. — Les articles de Cachin ne vous donnent pas satisfaction ?

TROTSKY. — Tant qu'il s'agit de se prononcer contre la défense nationale, contre la bourgeoisie, contre le militarisme bourgeois, l'*Humanité*, on peut le dire, est impeccable ! Mais ce sont des choses insuffisantes pour déterminer l'orientation et l'avenir du Parti.

En ce moment, il y a des questions posées par l'évolution du Parti, et si nous ne donnons pas la réponse à ces questions, c'est la droite qui donne sa réponse en l'ajoutant aux formules générales de Cachin et d'autres.

Cachin ne se prononce pas, Frossard ne se prononce pas sur ces questions essentielles. C'est Verfeuil qui se prononce. Il utilise l'autorité gagnée par lui grâce aux articles de Cachin, car il est du même Parti que Cachn. Si Cachin ne se prononce pas sur l'attitude de Verfeuil, sur l'attitude de Pioch, alors il laisse le champ libre à la droite.

Nous n'accusons pas le centre d'être la droite. Nous accusons le centre de laisser, par sa manière de s'abstenir sur les questions les plus pressantes, le champ libre à la droite. Voilà notre accusation.

Les malentendus personnels, nous les connaissons nous-mêmes. On est humain aussi chez nous. Nous connaissons très bien les questions personnelles ; cela se trouve partout, tant que le moral des citoyens n'est pas amélioré, selon le système préconisé par Pioch. (*Rires.*) Mais tout de même ces choses personnelles se développent dans une certaine voie politique. Il faut d'abord apprécier cette voie politique. Ensuite les choses personnelles prennent une importance prédominante devant les tendances qui évitent de se prononcer clairement et de prendre position sur les questions principales. Voilà le grand malheur.

Parti et Syndicat

On nous dit, à propos des syndicats : « N'oubliez pas les survivances du passé en France, les traditions syndicalistes, anarchistes, etc., ne croyez pas que la France et l'Allemagne soient dans le même cas. » Or, je crois avoir le droit de dire que je connais ce côté de l'histoire de la France, suffisamment, pour un étranger. J'ai passé le commencement de la guerre en France, j'y ai collaboré avec des syndicalistes, qui étaient mes meilleurs amis, comme Monatte et Rosmer. Nous avons, ensemble, commencé à combattre le chauvinisme.Et c'était le père Bourderon, la camarade Saumonneau qui me disaient parfois : « Mais vous collaborez contre le Parti avec les syndicalistes et les anarchistes ! » Bourderon disait : « Je ne veux pas discuter les questions du Parti avec les anarchistes ! »

Pour ma part, j'apprécie très bien l'école syndicaliste de France, qui n'était pas une mauvaise école. Mais reconnaître l'importance de ses traditions et s'incliner pieusement devant elles, ce sont des choses tout à fait différentes.

On trouve dans l'*Humanité* des résolutions, des articles de syndicalistes dirigés contre nous et publiés sans commentaires. Pourquoi le Parti ne répond-il pas ? Pour ne pas froisser les syndicalistes. Mais c'est une manière d'entretenir leurs préjugés, les survivances du passé, et d'assurer leur influence sur le mouvement ouvrier au détriment de celle du Parti.

La préparation révolutionnaire

Au lieu d'envoyer des « bulles », nous a dit un camarade, il faut travailler sérieusement. Je vous en demande pardon, mais c'est une formule un peu vague, un peu vide. Les « bulles », ce n'est pas tout le travail, c'est un petit instrument de travail. Nous disons au Comité Directeur ce que nous concevons comme travail sérieux pour le moment. Qu'entendez-vous par « bulle » ? Est-ce que nous n'avons pas causé avec les camarades français, avec la délégation française, avec Cachin, Renoult, avec vous ? Est-ce que les délégués français n'ont pas pris des engagements ?

On a posé la question de la préparation révolutionnaire. A-t-on le loisir de se préparer en France ? La révolution franzaise est-elle pour demain ou après-demain ? Je n'en sais rien. Je crois qu'elle est beaucoup plus proche qu'on ne le pense. Je crois qu'elle sera plus catastrophale qu'ailleurs, dans cette époque caractérisée par la victoire des Alliés et le brigandage international.

Mais que cette catastrophe ait lieu demain ou après-demain, combien de temps avez-vous pour préparer votre Parti ?

(*Interruption*). — SELLIER. — Nous sommes prêts à faire la révolution.

TROTSKY. — Je n'en doute guère, en tant qu'il s'agit des intentions et du courage personnel... Il s'agit d'améliorer cette préparation.

En quoi consiste le danger ? En ceci que jusqu'au moment de la crise, on soutient des autorités, des réputations qui se retournent contre nous au moment décisif. Voilà le danger. Et c'est la question qu'il faut traiter et préciser.

La scission dans le Parti serait un malheur. Mais la scission dans le Parti au moment de la révolution en marche peut provoquer un désastre !

Et nous dirons que, s'il y a nécessité de scission dans le Parti, ou d'exclusions, de nettoyage, cela doit être bien restreint ; les éléments absolument mûrs pour être exclus doivent être exclus, mais le nettoyage doit être fait au moment propice. Il ne faut pas l'ajourner toujours, — ce que vous faites. Toujours, vous ajournez la décision énergique, même la plus limitée, comme, par exemple, l'exclusion de Fabre. Vous ajournez toujours et vous risquez d'ajourner jusqu'au moment de la révolution. Alors, ce sera la porte ouverte à l'ennemi au moment décisif.

C'est ce que nous disons dans notre lettre.

Les fautes des Bolcheviks

Parlons de nos fautes gouvernementales. Maintenant, dans la presse communiste française, c'est Méric, c'est Verfeuil, qui écrivent : « Les bolcheviks disent eux-mêmes qu'ils ont commis beaucoup de fautes gouvernementales, ils peuvent aussi en commettre par leurs interventions dans la politique de l'Internationale. »

Naturellement, personne ne prétend être impeccable, ni infaillible comme le pape. Aucun parti n'est infaillible.

Mais il y a fautes et fautes.

Nos fautes gouvernementales, ce sont les fautes du premier gouvernement prolétarien. Il n'y a pas d'exemple qui nous apprenne à les éviter. Nous en commettons, nous les commentons, et dans nos discussions au Comité Central du Parti nous disons : « Est-ce qu'on doit considérer tels actes comme des fautes, ou bien ont-ils été déterminés par la situation ? » Ces actes étaient peut-être pardonnables, mais proclamons que ce sont des fautes, pour que les ouvriers apprennent, là-bas, en France, en Allemagne, partout, et qu'au moins si nous sommes acculés aux fautes par l'histoire, dans ce pays arriéré, que les autres profitent de nos erreurs ! Voilà pourquoi nous crions : « Nous faisons des fautes ! Attention ! Gare à vous ! Casse-cou ! »

Mais les fautes qu'on fait maintenant dans le Parti français, ce ne sont pas des fautes nouvelles. Elles sont connues, bien connues, cataloguées !

(*Interruptions*). — Très bien !

Et quand on nous dit : « Ce que vous nous proposez, ce sont des fautes », en réalité, nous ne proposons que des remèdes contre des fautes bien connues.

Tâches en perspective

La camarade Leiciague nous a dit que la question du front unique n'est pas assez analysée dans notre lettre au Parti. C'est juste. Mais parce que nous avons cru que la lettre est destinée à traiter des questions litigieuses entre la direction du Parti français et celle de l'Internationale. Tandis que la question du front unique est décidée, la tactique est maintenant appliquée. Aussi n'est-il question du front unique dans notre lettre que pour ainsi dire incidemment. Nous disons qu'il faut avoir aussi en France une presse qui défende nos résolutions et pas seulement une presse qui les attaque, et qu'il ne faut pas saboter l'action engagée.

Mais je suis d'accord avec la camarade Leiciague pour écrire un autre document qui analyse l'expérience faite dans le domaine du front unique, l'expérience internationale qui donne la vraie interprétation, qui corrige la fausse interprétation donnée en France. On pourrait ajouter une note à notre lettre : « Quant à la question du front unique, elle sera traitée dans une lettre ultérieure de l'Exécutif. »

Je suis aussi d'accord avec la camarade Leiciague pour dire que l'exclusion de Fabre ne résoud pas toutes les questions, mais elle pose une question devant le Parti, parce que les ouvriers les plus éloignés de Paris, des provinces du Nord et du Midi, doivent se demander : « Comment se fait-il que l'Internationale Communiste s'occupe de Fabre ? »

La question, une fois posée, ne sera liquidée que quand la masse du Parti aura une notion, une conception tout à fait nette de la situation.

Le canon et la punaise

Je crois qu'il faudrait accepter l'autre suggestion de notre camarade Leiciague de continuer l'analyse de la situation en France et cette analyse doit aboutir à des lettres, des brochures, etc., consacrées à la question française. Car c'est une question qui ne cesse pas avec l'exclusion de Fabre. Mais actuellement nous invitons les membres du Parti à se prononcer. Et c'est pourquoi c'est un bon commencement.

Pour en revenir au camarade Rappoport, il m'a dit : « Vous tirez avec un canon contre une mouche. » (Il a nommé un insecte encore moins agréable qu'une mouche...) (*Rires.*) Il emploie toujours..., — je regrette

beaucoup son absence. — il emploie toujours des arguments militaires, croyant que je suis plus accessible aux arguments militaires qu'aux arguments marxistes... (*Rires.*)...

Or, je lui ai répondu : « En tant que je comprends la science militaire, — et je ne connais pas grand'chose aux questions techniques, — dans le tir d'artillerie, on fait ce qu'on appelle la fourchette. On tire pour commencer sur un point. Puis on continue en tirant sur un autre point. Ensuite, on trouve le point cherché. Nous avons commencé par Fabre, comme premier point. (*Rires.*)

Nous ne savons pas d'avance exactement où nous aboutirons et je crois que vraiment cela dépend beaucoup des camarades du centre. Comment notre camarade Sellier, qui va rentrer en France, présentera-t-il la question ? Est-ce qu'il va attaquer la droite ? Pour la première fois, qu'un représentant du centre commence à attaquer la droite, voilà qui serait d'un bon exemple !

(*Interruption*). — LEICIAGUE. — C'est bien son intention.

TROTSKY. — Si c'est ainsi, alors c'est excellent. Bravo ! Il trouvera tout de suite des imitateurs, parce que les bons exemples, dans un Parti Communiste, trouvent toujours des imitateurs !

Troisième discours de Souvarine

(*Séance du 8 Juin*)

Ce que le Parti a fait depuis Tours et ce qu'il n'a pas fait. — Comment nos engagements ont-ils été tenus — Survivances du passé. — Les maux du Parti : l'indiscipline, le nationalisme, le fédéralisme, la démagogie irresponsable, les éléments louches. — A quand l'organisation de combat ? — Tenir les engagements de Tours. — Assez de politique d'équilibre. — Un programme politique et des statuts conformes. — Le bloc du centre avec la gauche. — Un nouveau Congrès de Tours.

SOUVARINE. — Camarades, il y a un point sur lequel l'Exécutif et les deux tendances du Parti français sont d'accord : c'est sur la gravité de la crise que traverse le Parti. Cette crise met en question son existence même comme Parti Communiste.

L'Exécutif a déjà longuement discuté la situation du Parti français. Il lui a consacré plusieurs délibérations, il a pris déjà plusieurs décisions, et les résolutions de la session actuelle de l'Exécutif auront une influence décisive sur l'avenir du Parti français.

Pour que l'Exécutif prenne ces résolutions, il faut qu'il soit bien informé, et il ne le serait pas complètement s'il n'avait que le rapport du camarade Frossard qui touche la plupart des questions importantes, mais ne les traite pas à fond.

Le camarade Frossard a dit que le Parti, au moment de son adhésion, n'était pas un Parti Communiste ; que c'est le vieux Parti, délivré de ses éléments les plus gangrenés de réformisme, qui a formé le nouveau Parti Communiste.

C'est vrai.

Mais quand le Parti a voté son adhésion à l'Internationale Communiste, — et pas seulement une adhésion sentimentale et mystique, comme on l'a dit, mais une adhésion à des thèses assez précises, assez concrètes, pour permettre une différenciation des éléments composant le Parti, — quand le Parti, dis-je, a voté cette adhésion, il a pris des engagements. La question se pose de savoir comment il les a tenus.

A quoi le Parti s'était-il engagé ?

A devenir un Parti communiste, c'est-à-dire à transformer son organisation, à créer un type d'organisation communiste, correspondant à la phase de lutte de classes aiguë que nous traversons.

Il devait constituer un Parti discipliné et centralisé, — non plus une société de propagande socialiste qu'il avait été jusqu'alors, une organisation de recrutement électoral, — mais une organisation de combat qui devait se porter à l'avant-garde du prolétariat, dans ses luttes quotidiennes. Il devait se lier aux masses, et d'abord aux syndicats ouvriers. Il devait créer une nouvelle méthode de travail, celle qui fait du Parti révolutionnaire du prolétariat une force pouvant agir par l'intermédiaire de tous ses membres dans toutes les couches du prolétariat.

Il devait s'imposer à la confiance du prolétariat, gagner cette confiance en participant à ses luttes, en prenant des initiatives, en prêchant l'exemple dans la lutte.

Le Parti avait enfin promis de se lier à l'Internationale Communiste, à tous les Partis Communistes, à l'avant-garde prolétarienne en lutte dans les différents pays.

Comment le Parti a-t-il tenu ses engagements ?

Après Tours

Au lendemain de Tours, on a constaté qu'il y avait quelque chose de changé. C'est incontestable.

Le Parti a changé de ton, d'abord. Il a changé aussi de terminologie, et ce n'est pas négligeable, quoique ce ne soit pas suffisant. Il a rompu avec la bourgeoisie, je ne dis pas avec l'idéologie bourgeoise, mais avec les partis politiques de la bourgeoisie, et en général, il a pris une attitude nette de bataille contre la bourgeoisie.

Il s'est solidarisé sans réserve avec la révolution bolchevique, et c'était encore une nouveauté.

Mais c'est tout.

C'est tout ce qu'il y a de changé depuis la création du Parti Communiste en France.

Le Parti est resté une organisation de propagande. Il fait des réunions, il publie des journaux, il mène une agitation assez superficielle. Mais il ne pénètre pas les masses, il ne les entraîne pas à la lutte, il ne se met pas à leur tête.

Notre organisation est restée à peu près ce qu'elle était autrefois. Lorsque le Parti a revisé ses statuts, il s'est borné à les adapter aux résolutions votées au Congrès de Tours. Il en a fait passer dans les nouveaux statuts les dispositions essentielles, la création d'un Comité Directeur, ayant théoriquement des pouvoirs, — dont il ne s'est d'ailleurs presque jamais servi.

Mais un nouveau type d'organisation prolétarienne, une nouvelle structure du Parti ouvrier, on n'en voit pas.

Je ne parle pas des fantaisies de la Fédération de la Seine, qui n'a rien trouvé de mieux que de revendiquer la Constitution de la République des Soviets pour organiser la plus importante Fédération de France d'après un principe fédéraliste.

Mais le plus grave, c'est que non seulement le Parti n'a pas créé un nouveau type d'organisation, mais encore qu'il ne prend pas le chemin de le faire.

S'il avait été débordé par ses tâches quotidiennes, par la nécessité de maintenir les effectifs du Parti au lendemain de la scission, de réformer les organisations là où elles avaient disparu, et qu'il ait fait quelques pas dans la voie de la création d'un véritable Parti Communiste, nous ne pourrions actuellement lui demander que d'activer sa marche dans ce sens.

Mais il n'a pas pris cette direction et, ce qui est, je

le répète, le plus important, il ne sait même pas qu'il n'est pas organisé comme un Parti Communiste.

La situation du Parti

En deux mots, le Parti a gardé sa formation de groupements territoriaux comme dans l'ancien Parti, organisation qui répondait bien aux anciennes préoccupations à peu près exclusivement électorales, mais qui ne correspond plus aux besoins actuels du prolétariat français engagé dans une lutte décisive.

Le Parti n'a aucun lien avec les syndicats. Les membres du Parti, dans les syndicats, se sentent absolument libres d'agir comme bon leur semble, et non seulement dans la plus complète indifférence des décisions de leur Parti ou de l'Internationale, mais même quelquefois contre les décisions de leur Parti et contre l'Internationale. Je ne rappelle pas les manifestations diverses dont nous avons déjà eu l'occasion de parler à l'Exécutif.

Le camarade Frossard a dit qu'il y avait quelque chose de changé, que, par exemple, des militants communistes sont aujourd'hui à la tête d'un grand nombre d'organisations syndicales, d'unions départementales et fédérations d'industries.

C'est vrai, et d'ailleurs il en a presque toujours été ainsi. Ce sont, très souvent, des membres de notre Parti qui sont, par leur activité et par le rayonnement de l'idée communiste, portés en tête de leurs organisations.

Mais à quel phénomène avons-nous assisté jusqu'à présent ? Jusqu'à présent, les membres de notre Parti portés aux postes de confiance dans les syndicats, au lieu de gagner les syndicats au communisme, ont été au contraire absorbés eux-mêmes par le syndicalisme.

Tel est le phénomène que nous avons observé jusqu'à présent. Et à maintes reprises, les dirigeants responsables de notre Parti, le camarade Frossard en particulier, nous ont dit de prendre bien garde dans l'application des décisions de l'Internationale sur la question des syndicats, parce que les membres de notre Parti, à la fois militants du Parti et des syndicats, sont plus syndicalistes que communistes.

Ce phénomène d'absorption de nos militants par le syndicalisme, le camarade Frossard ne croit pas que dans l'avenir il se renouvelle. Je ne vois malheureusement aucune raison solide qui étaie cette affirmation.

Si le Parti continue à rester indécis, hésitant, craintif ; s'il a peur de défendre les conceptions communistes dans les syndicats, nos militants seront toujours attirés par le syndicalisme, très inférieur au communisme par la doctrine, par l'idéologie, mais qui a le mérite de parler un langage ferme et décidé.

Tâches à réaliser

Non seulement le Parti n'est pas lié aux syndicats, mais il n'a aucun lien avec les grosses agglomérations ouvrières, usines et fabriques. La question des conseils d'usines n'est pas mise sérieusement à l'étude. Il n'y a pas de noyaux communistes dans les usines.

Pourtant, les thèses de l'Internationale, les thèses du 2e Congrès auraient pu nous servir au moins d'amorce pour la discussion, la préparation de ces noyaux et des futurs conseils d'usines. Mais jusqu'à présent, le Parti ne s'en est pas préoccupé. Et s'il est vrai que dans ces derniers mois, je devrais dire dans ces dernières semaines, on commence à parler chez nous de la nécessité d'envisager ces problèmes, ce n'est que grâce à cette maudite question du front unique qui a obligé le Parti à cesser de tourner autour de son ombre.

Le Parti n'a pas de discipline. On entre dans le Parti français avec une facilité extraordinaire. Mais quand il s'agit d'en sortir, c'est une autre affaire. Il est impossible de mettre quelqu'un à la porte du Parti français. S'il y a quelques rares exemples d'exclusion, je crois qu'on peut les compter sur les doigts. Cette absence de discipline est d'autant plus préjudiciable au Parti que son entrée est plus libre.

Le Comité Directeur ne correspond pas à la notion communiste de centralisation politique. Ce Comité Directeur, auquel le Congrès de Tours avait théoriquement donné des pouvoirs, répugne à s'en servir. Il a peur des accusations d'autoritarisme, et par crainte d'être taxé d'autoritarisme, il perd toute autorité.

Le Comité Directeur n'a pas le droit d'exclusion, c'est-à-dire qu'il y a un organisme au-dessus du Comité Directeur ; la Commission des Conflits, laquelle n'est pas élue sur des indications politiques et qui a la faculté d'imposer au Parti des membres que le Comité Directeur pourrait juger politiquement indésirables.

Le camarade Frossard, pourtant, était partisan de conférer au Comité Directeur les pouvoirs d'exclusion. Il avait compris, après l'expérience d'une année, que la situation ne pouvait pas se prolonger, qu'il y a des moments où le Comité Directeur doit se saisir lui-même des conflits politiques et les trancher selon des raisons politiques et non pas pour des raisons de justice comme le croit chez nous la Commission des Conflits.

Le centre du Parti ne comprend pas la valeur de propagande et d'exemple que présente pour la masse du prolétariat une sanction prise en quelques minutes, quand la clarté politique de l'affaire est indéniable.

S'il y a des membres du Parti qui lui nuisent, on essaye de s'en débarrasser clandestinement, on leur conseille de ne pas reprendre leur carte, ou bien on ne dit rien pour ne pas leur « faire de publicité ». Si, n'ayant plus besoin du Parti, ces indésirables en sortent, ou ne reprennent pas leur carte, on se garde bien d'en informer notre cercle de membres ou de sympathisants. Où est la discipline ?

L'économie et la politique

Le Parti reste indifférent dans son action aux revendications économiques du prolétariat. Il leur accorde de l'intérêt dans sa presse, mais le Parti comme tel persiste dans l'erreur de l'ancien Parti et se tient à l'écart des mouvements qu'il appelle : mouvements économiques, il laisse aux syndicats la tâche exclusive de diriger ces mouvements économiques, en se réservant un autre domaine qu'il considère comme totalement séparé, qu'il appelle : le domaine politique. Il ne s'est pas assimilé la notion marxiste du caractère politique des luttes économiques.

On a vu, par exemple, tout récemment, à l'occasion du 1er mai, un militant très influent du Parti, écrire : « Notre rôle, c'est de suivre l'initiative de la C. G. T. U., de lui donner un concours sans réserves. »

En d'autres termes, le 1er mai n'est pas notre affaire, à nous communistes, et la journée traditionnelle de revendications du prolétariat international, nous laissons aux syndicalistes le soin de s'en occuper parce que nous, Parti politique, n'empiétons pas sur le domaine de nos voisins, les syndicalistes.

On a vu un autre militant très influent du Parti écrire que la tradition de Jaurès doit être continuée, que c'est une tradition habile, qu'elle a évité dans le passé bien des désagréments et que l'on agit sagement en la prolongeant, etc...

Pendant longtemps le Parti est resté indifférent aux revendications économiques des masses et se parait d'intransigeance verbale, de révolutionnarisme absolu. On aurait dit que le Parti était trop fier pour s'intéresser aux revendications quotidiennes.

Il confondait dans la même réprobation le réformisme et les revendications immédiates. Les représentants de l'Internationale au Congrès de Marseille ont pu s'en rendre compte, au cours d'une discussion de la motion de politique générale, à la commission des résolutions. Quand ils parlèrent aux représentants de la majorité de revendications quotidiennes le camarade Daniel Renoult déclara : « Mais c'est du réformisme ! » Et lorsque ces camarades demandèrent : « Mais avec quel programme vous présentez-vous devant le prolétariat ? », Renoult répondit : « Avec le programme révolutionnaire ! »

Cette intransigeance verbale a été longtemps le paravent derrière lequel le Parti s'est tenu. Elle a été abandonnée depuis que, sous l'influence de l'Internationale Communiste, le Parti a été amené à approfondir la question, à apprécier la différence entre le réformisme et la lutte pour les revendications quotidiennes, les revendications pressantes du prolétariat.

C'est encore la maudite question du front unique

qui a obligé le Parti à faire cette sérieuse révision doctrinale et à profiter de l'expérience de l'Internationale Communiste.

La presse du Parti

La presse du Parti est restée ce qu'elle était autrefois, sauf ce changement de ton dont j'ai parlé, ce changement de terminologie, mais toujours avec la même conception de son rôle.

On ne trouve pas dans notre presse de mots d'ordre politiques. Les questions les plus brûlantes auxquelles la masse ouvrière attend une réponse de nous, communistes, restent sans réponse. Les dirigeants de nos journaux, au lieu de jouer leur rôle de militants responsables, évitent les responsabilités. Quand se pose une question difficile, on la laisse de côté plutôt que de l'aborder en risquant de ne pas être compris pendant un certain temps.

Naturellement, cette abstention du Parti, qui ne répond pas aux questions les plus pressantes posées par le développement du mouvement ouvrier, cette abstention favorise les éléments démagogiques qui, eux, ont toujours une réponse toute prête, même si elle ne vaut rien, et qui, en tout cas, la formulent sur un ton très énergique, très décidé.

On ne peut s'expliquer autrement l'influence extraordinaire, même si elle n'est que momentanée, qu'ont pu prendre les anarchistes dans le mouvement ouvrier français, après en avoir presque complètement disparu pendant plusieurs années.

La mentalité du Parti est restée la même. Là même ! Si l'on entend une critique, on ne conçoit même pas que cette critique puisse être formulée dans l'intérêt du Parti, pour améliorer son travail et son action. On n'imagine qu'une chose, c'est que celui qui la formule a des raisons personnelles d'attaquer un contradicteur. Cela crée une atmosphère irrespirable.

Et l'on parle de discipline, même phénomène. On crie à la persécution. Il paraît qu'on doit, dans le Parti, être libre de faire n'importe quoi. Celui qui parle de se soumettre à des règles est un sectaire, un manieur de férule, un autoritaire, un dictateur !

Si l'Internationale intervient, même phénomène, découlant de cette psychologie du Parti réfractaire à l'esprit communiste en général. Si l'Internationale intervient, on parle d'ukazes, on dit : « Les communistes français ne sont pas des moujiks, etc. » La direction du Parti laisse dire.

(*Interruption*). — TROTSKY. — Qu'est-ce que cela veut dire « moujiks », en français ? (*Rires.*)

SOUVARINE. — Des hommes...

(*Interruption*). — SADOUL. — ...qui ont fait la révolution prolétarienne ! Alors, dans ce sens, on peut dire que les communistes français ne sont pas des moujiks ! (*Approbations.*)

SOUVARINE. — Si l'on parle du travail dans les syndicats, on crie immédiatement à la violation d'un principe sacré, qu'on doit admettre *a priori*. Le seul droit des communistes ce serait de ne pas se mêler a l'action syndicale, c'est-à-dire, en fait, de laisser le champ libre aux anarchistes et aux syndicalistes-révolutionnaires, qui ne sont, bien qu'ils s'en défendent, que des groupements politiques rivaux du Parti communiste.

Un courant de réaction

Enfin, on constate dans le Parti un courant réactionnaire qui veut ramener le Parti à sa situation d'avant le Congrès de Tours. Les décisions de ce Congrès, qui sont pour notre Parti des décisions organiques fondamentales, sont remises en question. On remet en question les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste. On remet en question les décisions du 2e Congrès mondial. On remet en question la scission.

Et la Direction du Parti laisse faire.

Quand, sur des interventions répétées de l'Internationale, on se décide à blâmer certaines de ces manifestations, on ne les réprime pas. Les hommes qui s'en sont rendus coupables restent à leurs postes responsables dans le Parti, gardent la faculté d'empoisonner à nouveau le Parti à la première occasion.

En même temps que ce courant de droite, ce courant réactionnaire qui veut ramener le Parti à son ancien état de Parti social-démocrate, à son ancienne unité, on constate, soi-disant à gauche, un courant de démagogie mené par des brouillons qui trouvent la place libre là où ils devraient rencontrer la Direction du Parti leur barrant la route. Ils trouvent la place libre et ils ont la faculté non seulement d'exercer la propagande la plus malsaine, mais encore de la faire triompher dans des questions essentielles, de la faire triompher grâce à la carence de la Direction.

La Direction, qui a comme souci essentiel de ne pas se compromettre, qui dispose pourtant de tous les moyens d'exercer son influence par la presse, et d'une autorité qu'on ne lui a pas marchandée dans les Congrès du Parti, la Direction s'abstient de réagir contre l'influence pernicieuse des démagogues. Non seulement elle ne réagit pas contre cette influence, mais elle la subit. Au lieu de résister à ceux qui préconisent une politique d'intransigeance verbale, au lieu de se faire l'interprète de la pensée communiste internationale, elle préfère pratiquer une politique d'équilibre. Elle voit avec satisfaction l'existence d'un courant de droite et d'un courant d'extrême-gauche parce qu'elle trouve dans chacun un contre-poids à l'autre. Tous deux lui permettent de créer un équilibre. Or, l'équilibre n'est pas une position pour un Parti Communiste.

Dans un tel milieu dans un tel Parti qui n'est pas organisé comme un Parti Communiste, qui n'agit pas comme un Parti Communiste et dont la psychologie reste réfractaire à la psychologie communiste en général, les influences les plus détestables trouvent un terrain tout préparé. Les éléments louches, équivoques, comme il s'en glisse toujours dans les Partis d'avant-garde, peuvent faire impunément un travail de démoralisation. La Direction du Parti les tolère. On peut voir chez nous, par exemple, un personnage suspect, archi-équivoque, organiser un club pour lequel la presse du Parti fait de la publicité et auquel participent des membres du Parti. On y discute des questions très diverses. Il suffit de prendre la collection de l'*Humanité* et d'y lire les titres des controverses annoncées dans ce club éclectique. Vous y verrez, par exemple : « Rapports des syndicats avec le Parti » ; puis : « Pour et contre l'amour libre » ; puis : « Pour et contre le music-hall » ; puis : « L'Occultisme et les sciences spirites », etc., etc. Voilà le travail de communistes. Au lieu de supprimer radicalement dans le Parti cette source de démoralisation, de scepticisme, on la tolère.

Le front unique

Dans ces conditions, faut-il s'étonner qu'à la première occasion qui se soit présentée, celle du front unique, le Parti ne fût pas en état de s'assimiler la proposition de l'Internationale et même qu'il ait réagi avec tant de violence contre cette proposition ?

On a pu voir des éléments de droite se poser en champions de l'intransigeance absolue et en professeurs de doctrine communiste. Et des gens qui n'ont pas droit de cité dans notre Parti, qu'aucun Parti Communiste ne tolérerait dans ses rangs, donnent des leçons aux communistes et à toute l'Internationale. La Direction du Parti leur permet de jouer ce rôle.

D'autres éléments du Parti, à propos du front unique, triomphent de ce qu'ils appellent l'abdication de l'Internationale, le renoncement de l'Internationale à tout ce qu'elle a fait depuis sa création, et ils propagent cette idée que l'Internationale a enfin compris, a reconnu ses erreurs, qu'elle revient à de bons sentiments et que bientôt ce n'est pas leur Parti qui aura adhéré à l'Internationale, mais l'Internationale qui aura adhéré à la droite du Parti français. La Direction du Parti laisse faire et laisse dire.

Devant cette situation, certains camarades (très tardivement, et je suis le premier à le leur reprocher), se ressaisissent en comprenant qu'on conduit leur Parti à la ruine. Ils se ressaisissent assez tard, à la fin du Congrès de Marseille, et ils manifestent leur opposition à l'orientation mauvaise du Parti en donnant leur démission.

La gauche

Evidemment, ce n'est pas encore une politique, ce n'est qu'un geste, mais pour l'apprécier, il faut envisager, il faut comprendre les considérations politiques qui l'ont inspiré. Evidemment, un tel geste ne résoud pas la question, il ne peut être que la manifestation première d'une réaction sérieuse contre la propension du Parti à se dévoyer. Et comme les premières expressions de cette tendance sont réprimées avec une grande énergie par cette Direction qui, jusqu'alors, n'a jamais trouvé la faculté d'exercer son autorité contre la droite mais qui tout à coup l'emloie quand un Amédée Dunois se permet timidement d'exprimer des critiques de l'orientation du Parti, comme le Comité Directeur trouve subitement cette énergie qui lui a manquée jusqu'alors et qu'il réprime ces manifestations communistes, il commence à se créer un cercle d'opposants. Et voici le germe d'une fraction.

Personne ne prétend que la lutte des fractions soit désirable dans un Parti Communiste, personne ne soutient que le groupe en voie de constitution, parce qu'il veut rester fidèle aux engagements pris à Tours envers l'Internationale, a le droit de créer une fraction. Si on lui reconnaissait ce droit, ce serait le reconnaître aussi à d'autres, et le Parti serait replongé dans les luttes intestines.

Mais supprimer la fraction de gauche, qui se réclame des idées et de la tactique de l'Internationale, ce n'est pas guérir le Parti. Ce qu'il faut supprimer, ce sont les raisons de la constitution de cet embryon de fraction. Et c'est ce que l'Exécutif a tenté de faire jusqu'à présent.

En résumé, il y a dans le Parti français une fraction hostile à l'Internationale et au mouvement communiste en général. Nous n'avons pas à lui demander d'exprimer franchement cette hostilité, de l'avouer catégoriquement. Nous avons à constater ses manifestations multiples, et il suffit que nous les constations pour comprendre la nécessité de délivrer le Parti de tels ennemis.

Il y a une fraction qui veut harmoniser l'action de son parti avec celle de la 3e Internationale et qui veut s'orienter dans la direction où l'Internationale tout entière se dirige.

Et il y a, entre ces deux fractions, un centre qui oscille, comme toute fraction du centre, et qui neutralise l'une des fractions par l'autre.

Ainsi, le Parti reste immobile, piétine sur place, quand il ne recule pas, et ce n'est pas ce qu'il avait promis au Congrès de Tours.

Un Congrès de Tours

Il y a dans le Parti des éléments hostiles au communisme. Il y a des éléments d'hostilité inavouée. Il y a des éléments qui attendent encore d'avoir une opinion. Il y en a d'autres qui agissent activement pour l'orientation communiste du Parti. C'est, schématiquement, la position d'avant Tours, avec cette différence que la proportion des forces n'est pas la même.

Eh bien ! si le Parti est revenu à cette position d'avant Tours, il faut évidemment un nouveau Congrès de Tours pour en sortir, c'est-à-dire un Congrès qui adoptera une charte politique absolument contraignante pour tous. Mais cette fois, instruits par l'expérience, nous aurons à prendre des précautions.

La solution de la crise, cette crise que tout le monde s'accorde à constater, mais sur laquelle les différenciations se manifestent quand il s'agit de l'apprécier et de la résoudre, la solution est dans l'exécution par le Parti français, sans plus de délais et d'atermoiements, de tous les engagements qu'il a pris, de toutes les décisions adoptées dans son intérêt, dans l'intérêt du mouvement ouvrier français comme dans l'intérêt de l'Internationale Communiste tout entière, par le Congrès de l'Internationale et par le Comité Exécutif.

Si l'Internationale demande au Parti l'exécution de ces décisions, il y aura certainement une très forte majorité du Parti pour s'accorder avec ses points de vue et la crise sera résolue.

Le Parti français dit conformer son organisation et son action à celle de tous les autres Partis Communistes. S'il ne le fait pas, il se trouvera toujours en retard sur les événements et, au lieu d'être une force d'impulsion du mouvement ouvrier, il sera une force d'inertie.

Il faut obtenir du Parti, non comme un acte d'exécution disciplinaire, mais comme une mesure dont il comprend la nécessité, qu'il se débarrasse une fois pour toutes des éléments démagogiques, des bavards, des brouillons, des irresponsables qui exercent actuellement une influence intolérable.

Il faut que le Parti se décide à écarter de tous les postes responsables, de ses organismes directeurs comme des journaux, cette catégorie de camarades qui croient être communistes parce qu'ils adoptent parfois une phraséologie communiste, mais qui, chaque fois qu'ils se trouvent en présence d'une question concrète, d'un problème sérieux, propagent des idées ou divergentes ou contraires à celles de l'Internationale Communiste.

En un mot, il faut que le Parti fasse maintenant ce qu'il aurait dû faire au lendemain du Congrès de Tours.

L'intervention de l'Internationale

L'Internationale a tenté une expérience, elle a pensé que le Parti devait se développer lui-même sans intervention extérieure qui pourrait être prématurée et nuisible au développement normal du Parti.

L'avenir dira si la méthode a été bonne ou mauvaise. Ce qui est sûr, c'est que dans la situation actuelle l'Internationale ne peut pas se dispenser d'intervenir. Précisément parce que nous ne sommes pas partisans d'une lutte de fractions dans un Parti Communiste, l'Internationale ne peut pas se dispenser d'intervenir. Si une fraction pouvait se constituer, créer un organisme et des ramifications, éditer des journaux, faire sa propagande propre, elle pourrait prendre le dessus et amener le Parti, dans son ensemble, à se ressaisir. Mais puisqu'une telle fraction ne peut exister, il est évident que les éléments communistes les plus sérieux, les plus sûrs, manqueront des moyens d'expression nécessaires pour réagir contre la tendance mauvaise qui entraîne le Parti hors de la voie de l'Internationale Communiste. Il faut donc que celle-ci intervienne et montre au Parti français dans quelle situation il se trouve près de deux ans après le Congrès de Tours.

Si l'Internationale fait cela, et si les éléments que Frossard a appelés tout à l'heure les éléments les plus sérieux du Parti, se mettent d'accord pour ramener le Parti dans la voie dont il n'aurait jamais dû sortir, le Parti est sauvé.

Si le centre et la gauche du Parti réalisent cette union, à laquelle le camarade Trotsky les a conviés dans ses discours précédents au Comité Exécutif, le Parti est sauvé.

Mais si le centre continue sa politique d'isolement de la gauche et de complaisance à l'égard de la droite, il est sûr qu'au prochain Congrès du Parti, l'Internationale comprendra un Parti Communiste de moins.

Voilà pourquoi cette crise, extrêmement grave, que traverse le Parti français, doit être examinée avec la plus grande attention par l'Exécutif.

Il est impossible, dans une intervention en séance plénière, de discuter à fond le problème et de faire des propositions concrètes, mais puisqu'il y aura une commission spéciale comprenant les camarades les plus qualifiés et autorisés, et connaissant le mieux la situation du Parti français, je pense que c'est à la commission qu'on devra suggérer les propositions pratiques. (*Applaudissements.*)

VIENT DE PARAITRE :

NOUVELLE ÉTAPE

par Léon TROTSKY

Un volume in-16 jésus..... 4 francs

En vente à la Librairie de l' « Humanité ».

La Contre-Révolution Russe, d'après ses propres documents

LE ROLE DE YOUDÉNITCH

Le nom de Youdénitch est resté attaché à l'histoire de l'un des épisodes les plus importants de la guerre civile en Russie rouge, à l'attaque des Blancs contre Pétrograd en octobre 1919. Nous possédons sur la « Bataille de Pétrograd » deux livres écrits par nos ennemis. L'un, illisible, est du général-major A. P. Rodzianko ; l'autre : *Sous les murs de Pétrograd*, touffu, confus, est de M. Kirdetsov, qui fit la campagne en qualité de directeur d'une feuille blanche officieuse. Ce dernier fournit une documentation abondante et instructive.

Dans le cercle de fer et de feu

A l'été de 1919, voici quelle est la situation militaire de la République des Soviets. Les généraux Miller et Ironside, appuyés de troupes anglaises et américaines, occupent Arkhangelsk, Mourmansk et descendent jusqu'à Chenkoursk. Les Lettons, avec le concours des reitres de Von der Goltz, viennent de prendre Riga. Les Polonais occupent Mosyr. Koltchak marche sur Samara et Kazan. Denikine occupe le Kouban, le Don et progresse. Petlioura, Makhno, Grigoriev dévastent l'Ukraine. Entre Narva et Pskow, au Sud-Ouest de Pétrograd, l'Armée blanche du Nord-Ouest, commandée par les coupe-jarrets Rodzianko (général-major) et Boulak-Balakhovitch, tient la campagne. Le 1er janvier, la flotte anglaise a fait son apparition dans le golfe de Finlande, coulant un destroyer rouge et en capturant deux : le *Spartakus* et l'*Astroil*, que l'amiral Kovan a remis au gouvernement esthonien. Le cercle de fer et de feu est complet, fermé. Lord Churchill et M. Pichon sont pleins d'espoir. — « Les bolcheviks, on les aura ! » « *Tous les socialistes*, écrit M. Kirdetsov, *sont pour l'intervention.* »

En mai-juin, Rodzianko tente un coup de main sur Pétrograd. Ses forces sont composées d'officiers réactionnaires, de mercenaires russes du comte Liven, équipés et formés par Von der Goltz, des cavaliers de Boulak-Balakhovitch. L'armée nationale du Nord-Ouest prend Pskov, Yambourg, Gdov, en jalonnant ses routes de pendus. Guerre de bandits, guerre de trahison : le régiment rouge de Semenov, travaillé par les socialistes-révolutionnaires, égorge ses commissaires et passe aux blancs ; le fort de Krasnaïa-Gorka leur est livré un moment par des officiers qui avaient feint de se rallier aux Soviets.

Le 14 juin, un rescrit de l'amiral Koltchak, gouverneur suprême, nomme Youdénitch généralissime du Nord-Ouest. Youdénitch ? C'est le héros — par hasard — d'Erzeroum. « Un monsieur d'une cinquantaine d'années, trapu, empâté, avec un cou de taureau et de longues moustaches », personnage d'ailleurs nul et borné, incapable d'une initiative ou d'un éclair d'intelligence. Mais sachant obéir et qu'il faut rétablir l'ordre. Le parfait pendeur éventuel. Il vit à Helsingfors, entouré de vieux notables de la réaction russe : Kartachev, Kouzmine-Karavaev, dans « l'irrespirable atmosphère d'espionnage créée par les agents de l'Entente ». Derrière lui, deux hautes autorités : Koltchak, qui ensanglante la Sibérie, et la Conférence Nationale de Paris, sorte de gouvernement *in partibus* de l'émigration, où voisinent les anciens laquais du tsarisme : Sazonov et Izvolski — les hommes du 1er août 1914 — l'ex-terroriste socialiste-révolutionnaire Savinkov ; les ex-ambassadeurs de Kerenski : Bekhmetiev et Maklakov ; le vieux savant « révolutionnaire » Tchaïkovski... Bref, toutes les réactions coalisées. — Un torpilleur français apporte Youdénitch à ses troupes, d'Helsingfors en Esthonie.

La Finlande et l'Esthonie

La frontière finlandaise est à 40 kilomètres de Pétrograd, la frontière esthonienne à 120. En Finlande, le bourreau Mannerheim exerce le pouvoir après avoir atrocement réprimé l'insurrection communiste de 1918. Ses gardes blanches comptent 120.000 hommes aguerris et supérieurement armés. Les Allemands, appelés naguère au secours par le président de la République, Svinhufvud, leur ont laissé en partant des stocks d'armes et de munitions. Des officiers français de la mission Etiévant organisent leur état-major. Mais la Finlande est surtout soucieuse d'assurer son indépendance nationale. Elle n'oublie pas que Kerenski lui avait nommé un gouverneur général et prend note que les bolcheviks, par contre, ont reconnu son droit de disposer d'elle-même. Habileté décisive, comme on va le voir. L'intérêt de classe, la haine du *Rouge*, pousse la Finlande blanche à concourir à la prise de Pétrograd. Mais après ? Quel pouvoir s'installera dans la capitale russe ? Monarchistes, MM. Kartachev et Kouzmine-Karavaev, conseillers de Youdénitch, se refusent, ainsi que l'amiral Koltchak, à reconnaître l'indépendance de la Finlande, reconnue cependant par la France, l'Italie, l'Angleterre, les Etats-Unis. Démocratique, la Conférence de Paris lui oppose le même refus. « La future Assemblée Constituante panrusse aura seule qualité pour accorder l'indépendance aux Etats limitrophes de la Russie », telle est la formule polie, diplomatique, d'un refus irréductible. Pillards sans vergogne, les bourgeois de Finlande ont saisi, contrairement à tout droit, les vaisseaux russes dans leurs ports, les biens russes (jusqu'à ceux de la Croix-Rouge) sur leur territoire. C'est ainsi qu'ils entendent le respect de la propriété privée. Tout gouvernement bourgeois installé à Pétrograd leur demanderait des comptes. Ne vaut-il pas mieux laisser la Russie se consumer en luttes intestines et profiter de sa faiblesse ? Ce parti, jugé sage, n'est combattu que par les industriels et commerçants qui vivaient naguère du commerce avec la Russie, à laquelle ils vendaient du papier et achetaient un blé que l'Amérique désormais leur vend cher. La Finlande est donc perplexe. Elle a aussi des raisons de craindre sa propre classe ouvrière vaincue, mais encore redoutable. Elle hésite à s'engager à fond contre les bolcheviks, mais elle laisse faire en Karélie, ses aventuriers, ses étudiants impérialistes, les bandes d'Elven Greye, régulièrement battues par les communistes.

Même situation en Esthonie. Ici, la République doit son existence à l'Angleterre — et a failli le payer cher. « Sans de vigoureuses interventions de M. Clemenceau, les Anglais mettaient la main sur les îles d'Oesel et de Dago. » (G. Kirdetsov.) Les social-démocrates sont influents dans le cabinet de coalition. L'un d'entre eux, M. Rey, préside l'Assemblée Constituante. L'Esthonie, par la voix des hommes d'Etat qu'elle vient de se découvrir : Tennison, Piip, Poska, s'inquiète des réticences de la Conférence de Paris et des conseillers de Youdénitch. Elle demande qu'on lui garantisse la paix, l'autonomie, après la chute des bolcheviks. Personne n'y songe dans l'émigration blanche. Le socialiste-populaire Tchaïkovski dit un jour brutalement aux plénipotentiaires esthoniens : « La Russie a besoin de Reval ».

Le bloc de la réaction bourgeoise réalisé contre le bolchevisme est donc miné par d'irréductibles contradictions internes. Ni les petits bourgeois esthoniens et finlandais ne peuvent renoncer à leur indépendance nationale, ni les grands et petits-bourgeois russes ne peuvent renoncer à leurs ambitions impérialistes. Le conflit des influences anglaise et française dans la Baltique et la raideur maladroite des chefs de la réaction russe achèvent de compromettre la cohésion des Blancs.

Le général anglais March

Ces contradictions sont trop profondes pour qu'on puisse les résoudre par des négociations. Les rouges, cependant, travaillent et la situation, au front, devient désespérée.

Le général anglais March intervient alors.

Jusqu'à ce moment Youdénitch a exercé une dictature incontestée. La France exerce sur demande de la Conférence Politique d'Helsingfors une pression sur la Finlande à laquelle elle envoie des tanks et des avions. De New-York M. Hoover ravitaille l'armée russe du Nord-Ouest au compte du futur gouvernement provisoire et *en se réservant le contrôle de la répartition des vivres*. Mais tout périclite. Or, il faut faire vite — pendre Petrograd — car les Esthoniens ne cachent pas qu'ils feront la paix avec les bolcheviks (qui la leur offrent) plutôt que de recommencer une campagne d'hiver.

Le général March décide de trancher toutes les difficultés, absolument comme il ferait au Soudan ou en Perse, mais selon de bonnes vieilles traditions démocratiques. Le 10 août il convoque — une heure à l'avance ! — chez lui quelques notables russes de Reval... et leur donne 40 minutes pour constituer un gouvernement démocratique. Ces messieurs s'inclinent et le gouvernement du Nord-Ouest est formé. M. Lianosof, gros industriel, pétrolier, le préside, entouré d'intellectuels et de socialistes (2 mencheviks, 2 s.-r.). Youdenitch a le portefeuille de la guerre.

A ce gouvernement le soldat anglais dicte son programme : pouvoir populaire (bien entendu !), solution de la question agraire par la Constituante, législation sociale et journée de 8 heures (!), libertés démocratiques, reconnaissance de l'indépendance de l'Esthonie. Et les ministres écrivent en outre, aux soldats de l'armée :

« Nous ne sommes pas un gouvernement de capitalistes et de propriétaires. Nous représentons toutes les classes de la société. Nous ne tolérerons pas le retour à l'ancien régime — ce qui groupe que la propagande communiste porte même de ce côté-ci du front. Koltchak et la Conférence de Paris ne seront pas contents. Mais le général March et les Esthoniens sont satisfaits et c'est, pour l'heure, le plus important.

A Pskov pendant ce temps le capitaine anglais Peary-Gordon organise une Conférence démocratique. Il faut bien émanciper les Russes !

Un Gouvernement démocratique

Rien de plus désolant que le spectacle du gouvernement du Nord-Ouest. Il n'a pas ou presque de territoire : le lambeau de Russie occupé par l'armée blanche est zone militaire gouvernée par le généralissime Youdenitch ; il n'a pas un centime ; il ne peut rien, rien. Ses ministres distribuent eux-mêmes leurs appels aux soldats et sont contents qu'on les tolère malgré leur langage libéral...

L'histoire de ses finances est tout à fait piteuse. Koltchak a accordé à Youdenitch — avant la formation du gouvernement qu'il veut ignorer — une somme de 900.000 livres sterling, déposée en banque à Londres. Youdenitch s'empresse d'émettre pour 500 millions de roubles de billets. Le gouvernement laisse entendre que ces billets sont garantis non par des fonds déposés en Angleterre mais par l'Angleterre même, et s'attire un cruel démenti du *Foreign Office*. Puis il vit sur ses billets, tandis que Youdenitch dépense les fonds — avec une telle imprévoyance qu'à la débâcle, il ne lui restait en caisse que 250.000 livres (et l'armement, les munitions, les vivres étaient fournis par les alliés à crédit, au compte de la Russie future). Les billets *Youdenki* se vendirent à la fin de l'aventure au poids du papier à une paneterie esthonienne...

Et que se passe-t-il sur le territoire du Nord-Ouest ? Laissons-nous le conter par M. Kirdetsov, confident des ministres de Reval. En pays libéré des bolcheviks on applique les lois en vigueur en temps de guerre *dans les pays ennemis occupés*. « C'est une bacchanale et c'est la ruine quasi-complète. Partout l'arbitraire des chefs de bandes... » L'armée vend au prix fort, à la population affamée, la farine américaine... qui ne lui appartient pas puisqu'elle a été achetée par un Conseil d'Etat. A Pskov, Boulak Balakhovitch fabrique de faux billets de banque de Kerenski. A Yambourg, Pskov, Gdov, on exécute dans les rues les gens suspects de sympathiser avec les rouges : ils meurent par centaine, torturés puis pendus. Dans les campagnes on réquisitionne le blé, les pommes de terre, le bétail.

Une Armée Nationale

Et l'armée ? — Elle est nue, misérable, pillée par une intendance composée exclusivement de voleurs et d'imbéciles. Les vêtements envoyés en abondance par les alliés servent à vêtir les embusqués de l'arrière ; au front la moitié des hommes sont en guenilles. Pour 18.000 combattants on disposait de 109.000 paires de chaussures, 6 fois plus qu'il n'en fallait : la moitié des soldats n'en eurent pas. A l'arrière les dépôts de vivres étaient remplis de conserves : mais les soldats avaient faim. Escroc ou jouet complaisant d'escrocs le général Ianov, chef de l'Intendance, réclamait des vivres pour 200.000 hommes alors qu'il avait au total 70.000 bouches. Car pour 18.000 combattants, mal nourris, plus de 50.000 « mobilisés » ou embusqués mangeaient bien à l'arrière. Les transports étaient mauvais. Incurie : on avait acheté des camions automobiles mais pas d'essence ! Puis on acheta de l'essence à Copenhague, trop tard, et à des prix ruineux. On acheta de même des aéroplanes qui furent payés mais jamais livrés. Tous ces abus ont été par la suite découverts par une Commission de Révision des Comptes à laquelle il ne resta en mains, les créan-

ces de l'armée acquittées, que 5 millions de marks esthoniens.

Cette petite armée de volés et cette grande armée de voleurs ont 53 généraux en activité, parmi lesquels figurent l'ex-ataman Krasnov, Glazenap et le typique Vladimirov (de son vrai nom Novogrebelsky). Ce dernier, très influent, est le chef de la police politique et du contre-espionnage. Il publie parfois de faux manifestes du Conseil Révolutionnaire de l'Armée rouge. Il dresse à l'avance la liste des indésirables qu'on ne laissera pas entrer à Petrograd. Il conseille à Youdenitch d'y comprendre tout le gouvernement. Il forme des équipes d'hommes sûrs, disposant d'automobiles, chargés de pratiquer à Petrograd, dès l'entrée des blancs, *la petite saignée nécessaire.*

La Victoire et l'Effondrement

L'offensive commença le 28 septembre par une attaque de tanks couronnée de succès (les Anglais avaient envoyé 6 tanks). Le 6 octobre, après une marche victorieuse ininterrompue, les blancs arrivaient aux portes de Petrograd, à Gatchina. Puis ils prenaient Tsarkoé-Selo. Youdenitch, sûr du succès, ordonnait d'envoyer d'urgence des vivres pour Petrograd.

Déjà une nuée de spéculateurs et d'hommes de proie s'abattait sur les environs de Petrograd. Le représentant d'un consortium de banques anglaises arrivait pour organiser dans la capitale une banque d'émission anglo-russe. On vendait, on achetait les immeubles du Nevski. Les affaires battaient leur plein. Le mark esthonien tombait ; les *youdenki* montaient.

Denikine en ces mêmes jours arrivait à Orel, menaçait les arsenaux de Toula, dernier rempart de Moscou. Désireuse d'avoir sa part dans la curée imminente, la Finlande allait donner. Le social-démocrate Horn, membre du gouvernement du Nord-Ouest, travaillait l'opinion publique. La Finlande ne demandait que le remboursement, garanti par les alliés, de ses frais de campagne, soit 50 millions de francs : les affaires sont les affaires...

Et tout à coup, du jour au lendemain, le 20 octobre après les succès du 19, ce fut la débâcle.

« ...Les bolcheviks révélèrent l'habileté diabolique avec laquelle ils se tirent des situations les plus difficiles par une propagande intensive et par d'énergiques actions militaires ; tandis que notre armée n'était jamais prête... A Petrograd il ne se produisit, contrairement aux calculs de Youdenitch, ni troubles ni grèves parce que ni les ouvriers, ni la démocratie de la ville n'étaient réellement convaincus que le gouvernement du Nord-Ouest leur apportait la *Liberté, le Pain, le Pouvoir populaire.* Par contre, Trotsky réussit promptement à concentrer des réserves appelées de partout et à former d'enthousiastes bataillons ouvriers communistes. D'après les témoignages de l'état-major de Youdenitch, ces bataillons, les marins et les aspirants, se battirent comme des lions... » M. Kirdetsov à qui j'emprunte ces lignes parle aussi de l' « énergie dévorante de Trotsky ». Le 20 octobre les rouges prenaient l'offensive à Poulkovo, à quelques kilomètres de Petrograd.

« Après nos premiers succès, écrit encore M. Kirdetsov, nous avions eu le sentiment d'une victoire désormais facile. Ce fut une jubilation générale. Aux premiers revers par contre, le commandement fut complètement décontenancé ». La liaison était déplorablement insuffisante. Youdenitch ignorait où se trouvaient ses différentes unités. La défaite le prit au dépourvu.

Les rouges esquissent un double mouvement tournant au nord par Krasnaia-Korka, au sud par Dno. Le 8 novembre, Gdov est pris. Le 14 novembre Yambourg. Youdenitch a quitté le front en transmettant le commandement à Glazénap. Les Esthoniens qui décidément veulent la paix avec les soviets désarment ce qui reste de l'armée blanche fourbue, affamée, démoralisée. 14.000 typhiques emplissent les lazarets et les cimetières. Les valides sont parqués dans des camps de concentration, sans abri, par 20° de froid. — ou envoyés au travail, dans les forêts, à des conditions de négriers.

Les causes

Pourquoi cet effondrement ? Nos auteurs se plaignent de l'inaction de la flotte anglaise et de l'activité inattendue de la flotte rouge, de l'imprévoyance de Youdenitch, de l'attaque du condottiere monarchiste russo-allemand Bermont-Avalov sur Riga, attaque qui obligea les Esthoniens à se retourner vers ce nouvel ennemi ; des rivalités entre les généraux blancs. Ils citent le général Viétrenko, lequel, chargé de couper, à Tosno, la voie ferrée entre Pétrograd et Moscou, préféra marcher sur Pétrograd pour n'y être devancé par personne, et laissa ainsi la voie libre aux renforts appelés par Trotsky.

Sans doute, tous ces facteurs ont-ils eu leur importance. Mais nous en savons assez pour apercevoir d'autres causes immédiates autrement importantes — et d'autres causes profondes — de l'effondrement des Blancs.

Il était insensé de croire qu'une petite armée de caste (de caste militaire), dirigée par des hommes d'ancien régime, qui n'avaient pas même la confiance de la bourgeoisie, ayant à sa tête un vieil imbécile chevronné, investi d'une autorité limitée, rapportant les potences de l'ancien régime, ramenant ses policiers exécrés, sa bureaucratie sénile, ses mœurs rendues intolérables par les déformations et les exagérations du temps de guerre, pourrait vaincre une grande cité ouvrière, où des milliers et des milliers de pauvres avaient conscience de se battre à la fois pour leur vie et pour leur idéal.

L'armée de Youdenitch n'avait derrière elle que la petite Esthonie hostile. Petrograd avait derrière lui l'immense Russie rouge. — Il y avait ici des aventuriers, des mercenaires, une caste, un troupeau gris de soldats poussés à l'abattoir. Là, une classe révolutionnaire consciente. — Ici, le vieux Youdenitch, le pendeur Rodzianko, les Glazenap et les Vladimirov insignifiants ; là, Trotsky, Avrov, incarnant la jeunesse et l'énergie des Communistes.

Enfin, par ses divisions intérieures, par les rivalités intestines inhérentes à la société capitaliste, par toutes les tares de l'ancien régime dont elle était accablée, la contre-révolution russe, sous Petrograd comme ailleurs, était irrémissiblement condamnée à l'avance. Au demeurant, elle affrontait la plus grande force matérielle et morale du siècle : les intérêts et la conscience d'une classe à qui appartient l'avenir. La flotte anglaise n'intervint pas, parce que l'opinion ouvrière anglaise n'eût pas toléré son intervention.

Tout ceci est fertile en enseignements. On remarquera l'impuissance totale de la démocratie au sein de la contre-révolution, ainsi que la participation et le rôle des *socialistes* dans le gouvernement du Nord-Ouest.

Victor SERGE.

L'Unité de front en pratique

Lorsque M. Rathenau, ministre de la République allemande, tomba victime d'un attentat de trois criminels contre-révolutionnaires, la classe ouvrière d'Allemagne s'éleva avec vigueur contre la réaction. Les leaders des syndicats se réunirent avec ceux des trois partis ouvriers (communiste, socialiste indépendant et socialiste majoritaire) pour s'entendre au sujet d'une action unie et concertée du prolétariat tout entier. Fidèles à leur politique, pratiquée depuis presque une année, et aux décisions de l'Exécutif de la 3e Internationale, les chefs du Parti Communiste allemand firent front unique avec les autres organisations prolétariennes de leur pays. Une fois de plus, la question de l'unité de front s'est posée en pratique, tirée des spéculations de la théorie au grand jour de la réalité vivante. Voilà une occasion d'examiner cette tactique par son application, d'en dégager les leçons apportées par la lutte même et de la juger par les résultats concrets qu'elle a donnés.

Pourquoi l'Unité de front était nécessaire

Bien qu'en M. Rathenau la réaction n'ait pas frappé un représentant de la classe ouvrière, mais un capitaliste de bonne trempe, le prolétariat allemand se sentait lui-même atteint par les coups de revolver des monarchistes. L'attentat contre le ministre de la République ne devait être que le prélude d'une Saint-Barthélemy des républicains, du renversement violent de la République en faveur de la restauration de la monarchie.

On pourrait se demander si le prolétariat est intéressé à défendre la République capitaliste, paradis des patrons et des mercantis. A vrai dire, il est difficile de trouver une différence entre l'Empire du Guillaume et la « République » des hobereaux exploiteurs, affermie par le sang et sur le dos des prolétaires, que le « socialiste » Noske a fait assassiner. La République allemande, telle qu'elle est, avec ses juges monarchistes, sa police réactionnaire et sa reichswehr légitimiste, avec l'oppression et l'exploitation brutales de la classe ouvrière, n'est certes pas préférable à l'ancien régime. Mais le prolétariat allemand est pourtant intéressé à empêcher de toutes ses forces le retour à la monarchie, car la restauration aurait besoin, pour se maintenir, d'un régime à la Horthy, dont la cruauté et le sadisme dépasseraient de beaucoup tous les crimes du kaiser et peut-être même les cruautés immondes d'un Noske

Le péril d'une dictature contre-révolutionnaire à la hongroise apparut soudain devant la classe ouvrière allemande. C'est contre elle (la seule classe sérieusement et intransigeamment républicaine) que se dirigeait principalement l'assaut des monarchistes. Contre ces menaces s'imposait le bloc de toutes les organisations prolétariennes : le front unique du prolétariat devint une nécessité absolue, pouvant seul garantir l'unité d'action indispensable. En s'y refusant, les communistes auraient fait le jeu des réactionnaires. Si le prolétariat n'est pas uni dans la bataille, il succombe. Voilà ce que nous apprend l'histoire des mouvements révolutionnaires d'Europe Centrale depuis 1918. N'étant qu'une minorité du prolétariat allemand, les communistes allemands auraient été écrasés par la contre-révolution s'ils s'étaient avisés de mener la lutte, seuls et isolés du gros de la classe. Les leçons de l'insurrection de mars 1921 sont trop claires et trop impressionnantes. Comme alors, les réactionnaires auraient été heureux si les communistes étaient laissé provoquer à un combat où le gros du prolétariat n'aurait pas participé.

Si, en ce moment, les communistes allemands avaient repoussé la tactique du front unique, ils n'auraient pas seulement rendu le meilleur des services aux monarchistes avides d'agir, mais encore auraient-ils donné aux chefs réformistes un prétexte pour les séparer du gros des masses ouvrières. On sait à quel point les leaders réformistes sont intéressés à maintenir les Partis Communistes dans l'isolement le plus complet, car, plus l'influence communiste s'exerce librement sur la masse, plus les chefs embourgeoisés perdent du terrain. Avec l'argument justifié que les communistes font le jeu des réactionnaires, les pontifes des partis réformistes auraient anéanti l'influence communiste conquise au cours des derniers six mois.

Les pourparlers des leaders communistes avec les chefs des autres organisations prolétariennes (front unique par en haut !) ont déblayé la voie pour la création des comités de contrôle locaux, formés spontanément dans toutes les régions industrielles d'Allemagne, sous l'inspiration plus ou moins directe de la partie la plus active de la classe ouvrière, des communistes. L'assassinat de M. Rathenau ne fit que soulever les masses, mais ce fut l'impulsion communiste qui créa dans toutes les usines et dans tous les chantiers, les organisations de combat vraiment prolétariennes composées des travailleurs de tous les partis prolétariens et même de sans-parti. Sans l'accord des organismes centraux, des obstacles sérieux se seraient opposés à la création des Comités de contrôle, au front unique par en bas. Ces chefs réformistes auraient certainement réussi à empêcher leurs adhérents d'agir en commun avec les communistes.

Le Front unique

La Centrale du Parti Communiste conclut un accord avec les centrales des deux Partis social-démocrates et des syndicats. Des revendications furent dressées en commun et les organisations mentionnées s'engageaient à mettre tout en œuvre afin de les réaliser. Les trois partis ouvriers et les deux Confédérations Générales du Travail (ouvriers et employés) réclamèrent d'un commun accord la réalisation d'une série de mesures ayant pour but de protéger la République contre les menées monarchistes et la libération des détenus politiques du prolétariat. Les revendications communes étaient vraiment modestes, voire insuffisantes, à réprimer la contre-révolution. Les communistes avaient demandé des mesures plus énergiques et plus amples, mais les réformistes déclarèrent ne pouvoir les accepter à aucun prix. Il fallait donc se contenter du minimum proposé par les social-démocrates, si insuffisant fût-il et si grand que fût le danger que pouvaient comporter pour le prolétariat certains points équivoques. Les communistes signèrent l'accord tout de même, reconnaissant que la majorité du prolétariat, influencée par les réformistes, ne comprendrait pas les raisons d'une rupture pour une question momentanément théorique. Ils étaient convaincus que les masses ne re-

connaîtraient l'insuffisance de ces revendications qu'au moment de leur réalisation pratique. Il leur importait d'abord d'arriver enfin à la lutte sérieuse contre la réaction. Une fois en bataille, les masses dépasseraient, par la logique des faits, les buts minima dressés par les réformistes. Il n'était d'ailleurs pas même sûr que les leaders social-démocrates fussent résolus à lutter sérieusement pour les piteux objectifs minima qu'ils avaient eux-mêmes présentés.

Il est évident que le Parti Communiste n'est intéressé à former et à maintenir le front unique prolétarien avec les chefs que si ce front s'oppose irréductiblement à la bourgeoisie. Au moment où les social-conciliateurs réussiraient à faire du front unique l'instrument de leur politique d'harmonie sociale, où ils arriveraient, grâce au front unique, à enchaîner dans la coalition avec la bourgeoisie une partie accrue de la classe ouvrière, les communistes devraient se soustraire par tous les moyens au rôle que voudraient leur assigner les réformistes, et ils auraient le devoir de rompre l'étreinte de ceux qui s'efforcent de paralyser la lutte de classe. Aussi le front unique n'est-il pas un mariage harmonieux entre réformistes et révolutionnaires, mais une autre forme de la lutte impitoyable que se livrent, au sein de la classe ouvrière, les idées de la réformomanie pacifique et de la révolution.

Deux jours après la conclusion de l'accord, il fut clair que les réformistes n'avaient consenti à l'unité de front que pour paralyser l'action de la partie révolutionnaire du prolétariat, et pour lier celle-ci à un « Bloc des gauches ». Les communistes qui avaient formé le front unique pour augmenter la force combative de la classe ouvrière et pour entraîner à la lutte les masses qui suivent encore les réformistes, se virent obligés à entraver les sales manœuvres des social-démocrates et à démasquer ceux-ci devant les masses ouvrières. Le Parti Communiste avait donc besoin de se réserver, nonobstant l'accord conclu et l'action commune, la complète liberté de critique aux mesures de ses partenaires. Un front unique où le Parti Communiste devrait avaler sans mot dire toutes les décisions réactionnaires que voudrait lui imposer la majorité réformiste, ne pourrait ni servir la cause ouvrière, ni séduire les communistes à y participer.

La *Rote Fahne*, organe du Parti Communiste, ne manqua pas, dès le premier jour, de démontrer aux ouvriers que les revendications de l'accord commun constituaient une épée à double tranchant, à moins que la force mobilisée du prolétariat n'en garantisse l'application uniquement contre la réaction. Le journal communiste souligna, le jour même où l'accord fut conclu, que la condition primaire de la réalisation des demandes de cet accord était l'abandon de la politique de coalition par les social-démocrates et l'instauration d'un gouvernement ouvrier. Et la *Rote Fahne* ne dissimulait point que les communistes se méfiaient des leaders réformistes, malgré les revendications dressées en commun. Elle écrivit qu'ils devaient prouver, par des actes, s'ils méritent la confiance des travailleurs.

Cette critique constante et impitoyable, mais objective et d'un ton calme et mesuré, finit par exaspérer les réformistes, dont elle troublait toutes les fines combinaisons. La lutte au sein du Comité commun des organisations ouvrières, engagée entre réformistes et communistes pour l'influence sur les masses, s'exprimait de plus en plus particulièrement par une lutte pour la liberté de la critique. Les social-démocrates des deux tendances tâchaient d'enlever aux communistes le droit de critiquer les actes des autres partis ouvriers et des C. G. T. au cours de l'action pour l'obtention des revendications minima. La grève des typographes de Berlin leur donna l'occasion de bâillonner la presse communiste, qui ne put paraître, à la suite d'une décision de la réunion des typographes, prise sur la proposition d'un socialiste majoritaire. Mais le Parti Communiste ne se tut pourtant pas. Il arriva, en faisant distribuer des tracts, à attirer l'attention du prolétariat sur le fait qu'après dix jours de manifestations, de grèves et de luttes sanglantes, rien n'avait été obtenu et que pas une seule des revendications communes n'avait été réalisée.

Lorsque la *Rote Fahne* put paraître, elle continua son œuvre. Elle n'avait pas besoin de critiquer elle-même : elle pouvait se contenter de donner la plus large publicité aux décisions prises par les Comités de contrôle, où siégeaient, en dehors des communistes, des socialistes indépendants et majoritaires, et aux opinions de la presse socialiste de province, dont l'attitude contrastait étrangement avec celle des organismes centraux des deux Partis socialistes. Les masses des Partis socialistes voulaient l'action : c'est ce qui s'exprimait clairement dans la presse de province. Les chefs parlementaires, par contre, étaient déjà en train de rechercher le compromis. Plus approchait l'heure de leur capitulation, plus ils s'efforçaient de se débarrasser des communistes, qui finissaient par leur donner cruellement sur les nerfs. *Les chefs réformistes rompirent l'unité de front.* Leur collaboration avec les communistes les aurait forcés à agir. Ne voulant pas la lutte, ils détruisirent eux-mêmes le bloc du prolétariat pour s'acheminer vers un bloc éphémère des gauches, avec les démocrates bourgeois et les catholiques, qui venaient de voter, au Conseil municipal de Berlin, contre la proposition socialiste d'enlever les emblèmes de la monarchie des édifices municipaux.

La trahison était en marche. Pas une des revendications dressées en commun ne fut réalisée. Les Partis socialistes avaient proclamé d'abord qu'afin de les réaliser, ils iraient jusqu'à la dissolution du Reichstag. Tout à coup, il n'en fut plus question. L'entrée des indépendants au cabinet paraissait garantir les mesures énergiques contre les monarchistes, sans nouvelles élections. Huit jours plus tard, l'idée d'un élargissement du cabinet fut abandonnée ; les socialistes indépendants trouvèrent les raisins qu'ils avaient convoités trop verts et indésirables. L'aile droite du parti majoritaire, qui fait la politique du parti de M. Stinnes, avait triomphé. La fusion des indépendants avec les social-démocrates s'initie sous la dictature de la tendance noskiste du parti socialiste majoritaire.

Seul le Parti Communiste continua la campagne contre la réaction. Mais, hélas ! il n'était pas assez fort pour l'élargir jusqu'à la lutte ouverte. Toute action isolée des communistes contre la réaction conduirait le Parti à la défaite tant qu'il n'embrassera pas la majorité des prolétaires politiquement organisés. Son influence s'était accrue, mais celle des réformistes était encore assez puissante pour retenir une grande majorité de la lutte.

Le Parti socialiste indépendant est en train de fusionner avec le Parti noskiste. Voilà l'exemple d'un parti faible de doctrine qui succombe, par la tactique de l'unité de front, à l'attraction des réformistes. Un parti réellement communiste, tel que le K. P. D., n'a cependant rien à craindre de cette tactique. Bien au contraire : il sort des épreuves de la campagne anti-monarchiste plus fort et plus consolidé qu'il n'y est entré.

L. REVO.

Le Dernier Livre de Kautsky

LA FIN D'UN SOCIALISTE

A l'heure où l'Internationale Communiste commence à travailler à l'élaboration de son programme, nous devrions porter la plus grande attention à tous les écrits traitant de la question du passage du capitalisme au socialisme. Malheureusement, quand on considère de ce point de vue le livre récemment publié par Karl Kautsky, sous ce titre : *La Révolution prolétarienne et son programme*, on est profondément déçu. Ce livre, en effet, n'apporte absolument rien qui soit susceptible de contribuer à la recherche d'une solution des problèmes actuellement posés devant la classe ouvrière. On peut même dire que Kautsky paraît ne pas bien saisir la portée des sujets dont il traite, ce qui est pourtant indispensable à qui ne veut pas... voyager dans la lune.

Tout au long d'un compact volume de 338 pages d'une incontestable puissance soporifique, Kautsky réussit à nous entretenir d'Erfürt et de Goerlitz, de socialisme barbare et d'économie rationnelle, de Dieu et du monde. Il oublie seulement de nous parler d'une chose : de la situation du capitalisme dans sa phase finale, pratiquement ouverte par la guerre mondiale. Kautsky reste l'homme de la révolution pacifique dans laquelle le prolétariat allemand verra, sous la protection tutélaire de la Constitution de Weimar, disparaître à l'aide du bulletin de vote, les Orgesch et toutes les forces de la réaction. — « Le capitalisme, déclare-t-il dans ce livre, est resté aujourd'hui ce qu'il était il y a trente ans, à l'époque où était rédigé le programme d'Erfürt. » L'impérialisme, les rivalités mondiales de groupes de puissances bourgeoises se disputant les marchés et les colonies, le problème des réparations, la révolution russe, la dépréciation des valutas de l'Europe centrale et orientale, l'offensive patronale, les premiers mouvements de défense de la classe ouvrière, ce ne sont là, pour ce théoricien socialiste, que « phénomènes transitoires, qui ne font que troubler l'évolution normale du capitalisme et qui s'opposent au développement de la révolution prolétarienne » (!)

Une pareille incompréhension des réalités interdit naturellement à Kautsky un examen attentif des faits actuels du développement capitaliste. Quand on considère l'impérialisme et la guerre mondiale comme des phénomènes accidentels, contraires même aux intérêts capitalistes, on est manifestement incapable de comprendre leurs fonctions économiques, leur rôle dans l'évolution et même le point de vue marxiste sur la situation présente. A plus forte raison ne peut-on pas se donner cette tâche essentielle dans l'élaboration de tout programme socialiste de la période de transition, à savoir : définir les phases finales du capitalisme inaugurées par la guerre mondiale et déterminer les devoirs qu'elles imposent au prolétariat.

Que dire d'une conception de la révolution prolétarienne dont la justice devrait être le caractère principal ? Les événements des trois dernières semaines en Allemagne ont démontré une fois encore ce qu'elle vaut. Le prolétariat pacifique, armé du bulletin de vote de la République de M. Ebert nous apparaît en posture tragique et bouffonne. Mais moins bouffonne, assurément, que celle du gouvernement de coalition qui, selon Kautsky, tient lieu de dictature du prolétariat. Le grand théoricien de la social-démocratie indépendante écrit froidement ceci :

« Entre l'Etat purement bourgeois et l'Etat purement prolétarien se place une période de transition à laquelle correspondra une période de transition politique, pendant laquelle le gouvernement prendra la forme d'une coalition ». (Page 106.)

Nous avons bien lu : un gouvernement de coalition remplacera, en période de transition du capitalisme au socialisme, la dictature du prolétariat dans laquelle Marx voyait la seule forme de pouvoir possible. Substituer à la dictature du prolétariat un gouvernement Stinnes-Wirth-Hilferding, voilà bien un tour de force caractéristique du livre de Kautsky. C'est que son horreur de la violence et de la guerre amène le vieux, le très vieux Kautsky, au bourbier réformiste. Après vingt-six ans, Bernstein prend sa revanche sur Kautsky. Kautsky sacrifie à quelques vagues réformes sociales et l'avenir du socialisme et son propre passé, l'œuvre de toute sa vie, le programme d'Erfürt. Tout en le défendant apparemment contre le programme de Gœrlitz, il cède pratiquement sur tous les points à Bernstein (par exemple, dans les questions des classes moyennes, de la paupérisation du prolétariat, des crises, etc.). Cela à une époque où la crise mondiale, la famine, la cherté de la vie, la prolétarisation des classes moyennes confirment à la lettre les enseignements de Marx.

Kautsky, dans ce dernier livre, abandonne sans retour le socialisme. La transformation sociale s'accomplira, dit-il, par un développement pacifique, par une action prolétarienne sans violence. Et le pauvre vieil homme qui écrit ces bourdes essaie de railler le communisme de Lénine ! Kautsky est bien fini !

E. LUDWIG.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISSANT LE JEUDI

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

CHÈQUE POSTAL HUMANITÉ 209.61

Adresser la correspondance concernant l'Administration à René REYNAUD, 142, Rue Montmartre.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2e)
Georges Dangon, imprimeur